

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1927

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE (DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR

PIERRE COLLIN

Ancien Externe des Hôpitaux
Né le 27 Novembre 1901, à Paris

LE DROIT A L'AUTOPSIE

ÉTUDES

Historique, Médico-Légale et Administrative

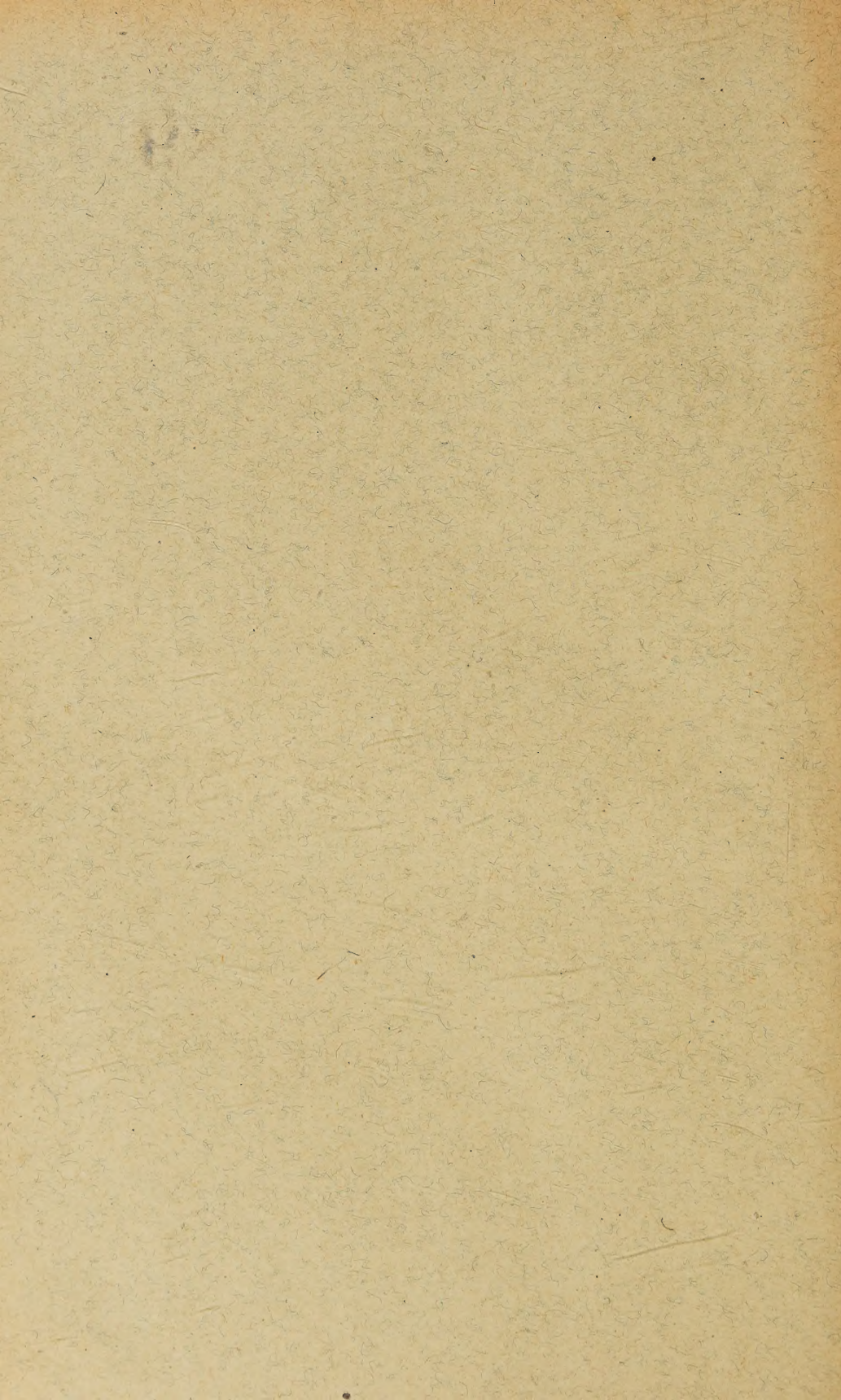
Président : M. BALTAZARD, Professeur

PARIS

AMÉDÉE LEGRAND, ÉDITEUR

93, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1927



THESE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

1 Colin

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1927

THÈSE

N°.....

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR

PIERRE COLLIN

Ancien Externe des Hôpitaux

Né le 27 Novembre 1901, à Paris

LE DROIT A L'AUTOPSIE

ÉTUDES

Historique, Médico-Légale et Administrative

Président : M. BALTAZARD, Professeur

PARIS

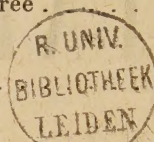
AMÉDÉE LEGRAND, ÉDITEUR

93, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—
1927

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie.	NICOLAS.
Anatomie médico-chirurgicale.	CUNÉO.
Physiologie.	ROGER.
Physique médicale.	STROHL.
Chimie organique et chimie générale.	DESGREZ.
Bactériologie.	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales.	Marcel LABBÉ.
Pathologie médicale.	SICARD.
Pathologie chirurgicale.	LECÈNE.
Anatomie pathologique.	ROUSSY.
Histologie.	PRENANT.
Pharmacologie et matière médicale.	TIFFENEAU.
Thérapeutique.	CARNOT.
Hygiène.	Léon BERNARD.
Médecine légale.	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	MÉNÉTRIÉR.
Pathologie expérimentale et comparée.	RATHERY.
Clinique médicale.	GILBERT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance.	MARFAN.
Clinique des maladies des enfants.	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	JEANSELME.
Clinique des maladies du système nerveux.	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses.	TEISSIER.
	DELBET.
Clinique chirurgicale.	HARTMANN.
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique.	TERRIEN.
Clinique urologique.	LEGUEU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements.	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique.	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale.	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique.	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale.	DUVAL.
Clinique propédeutique.	SERGENT.
Professeur sans chaire.	ROUVIERE.
	BRANCA.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI	Pathologie médicale.
AUBERTIN	Pathologie médicale.
BASSET	Pathologie chirurgi- cale.
BAUDOUIN	Pathologie médicale.
BINET	Physiologie.
BLANCHETIÈRE	Chimie biologique.
BRULÉ	Pathologie médicale.
CADENAT	Pathologie chirurgi- cale.
CHAMPY	Histologie.
CHIRAY	Pathologie médicale.
CLERC	Pathologie médicale.
DEBRÉ	Hygiène.
I. de JONG	Anatomie pathologi- que.
DUVOIR	Médecine légale.
ÉCALLE	Obstétrique.
FIESSINGER	Pathologie médicale.
FOIX	Pathologie médicale.
GARNIER	Pathologie expéri- mentale.
HARVIER	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER	Urologie.

MM.

HOVELACQUE	Anatomie.
JOYEUX	Parasitologie.
LABBÉ (Henri)	Chimie biologique.
LARDENNOIS	Pathologie chirurgi- cale.
LEMAITRE	Oto-rhino-laryngolo- gie.
LÉVY SOLAL	Obstétrique.
LHERMITTE	Pathologie mentale.
LIAN	Pathologie médicale.
MATHIEU	Pathologie chirurgi- cale.
METZGER	Obstétrique.
MONDOR	Pathologie chirurgi- cale.
MOURE	Pathologie chirurgi- cale.
MULON	Histologie.
PHILIBERT	Bactériologie.
RICHET Fils	Physiologie.
VAUDESCAL	Obstétrique.
VERNE	Histologie.
VELTER	Ophtalmologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

GOUGEROT	Pathologie médicale.
GUÉNIOT	Obstétrique.

MM.

RETTERRER	Histologie.
TANON	Pathologie médicale.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE

à titre permanent

MM.		MM	
ALGLAVE . . .	Clinique chirurgicale.	LÉRI.	Clinique médicale.
AUVRAY . . .	Clinique chirurgicale.	LCEPER.	Clinique médicale.
CHEVASSU. . .	Clinique chirurgicale.	MOCQUOT. . . .	Clinique chirurgicale
LAIGNEL-LAVASTINE. .	Clinique médicale.	PROUST	Clinique chirurgicale
LE LORIER. . .	Clinique obstétricale.	RIBIERRE	Clinique médicale.
LEREBoullet. .	Clinique médicale infan- tile.	SCHWARTZ	Clinique chirurgicale.
		VILLARET. . . .	Clinique médicale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. MAUCLAIRE, agrégé. . . .	}	Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidents du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adul- tes.
FREY		Stomatologie.
CHAILLEY-BERT		Éducation physique.
LEDoux-LEBARD		Radiologie clinique.

Par délibération en date du 9 Décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

M. ANATOLE COLLIN

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR

A MON PÈRE

LE DOCTEUR HENRI COLLIN

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

A MA MÈRE

A LA MÉMOIRE

DU DOCTEUR PIERRE BOULLOCHE

MÉDECIN DE L'HOPITAL BRETONNEAU

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

MEIS ET AMICIS

AU PROFESSEUR BALTHAZARD

PROFESSEUR DE MÉDECINE LÉGALE A LA FACULTÉ
DE MÉDECINE

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

*Qui nous a fait le très grand honneur
d'accepter la présidence de cette
thèse.*

A MES MAÎTRES D'EXTERNAT

1925-1927

AU DOCTEUR ANDRÉ LAPOINTE

CHIRURGIEN DE L'HÔPITAL SAINT-ANTOINE

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Hommage respectueux de reconnaissance.

AU DOCTEUR MAURICE DUVOIR

MÉDECIN DE L'HÔPITAL NECKER

PROFESSEUR AGRÉGÉ DE MÉDECINE LÉGALE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Dont nous nous honorons d'être l'élève
et à qui nous sommes heureux d'ex-
primer ici notre profonde recon-
naissance pour nous avoir inspiré
le sujet de cette thèse, et pour l'af-
fectueuse bienveillance avec laquelle
il nous a toujours guidé.*

A MES MAÎTRES DANS LES HOPITAUX

M. LE PROFESSEUR ACHARD, MÉDECIN DE L'HOPITAL
BEAUJON.

M. LE PROFESSEUR GOSSET, CHIRURGIEN DE L'HOS-
PICE DE LA SALPÊTRIÈRE.

M. LE DOCTEUR FREDET, CHIRURGIEN DE L'HOPITAL
DE LA Pitié.

M. LE DOCTEUR ROBINEAU, CHIRURGIEN DE L'HOPI-
TAL NECKER.

M. LE DOCTEUR HUDELO, MÉDECIN DE L'HOPITAL
SAINT-LOUIS.

M. LE PROFESSEUR GUILLAIN, MÉDECIN DE L'HOSPICE
DE LA SALPÊTRIÈRE.

M. LE PROFESSEUR BEZANÇON, MÉDECIN DE L'HOPI-
TAL SAINT-ANTOINE.

M. LE DOCTEUR R. DEBRÉ, MÉDECIN DE L'HOPITAL
DES ENFANTS-MALADES.

Introduction

Nous ne prétendons pas faire un travail original. De nombreuses thèses (thèses de MM. F. Dervieux, Herrera, Joseph, Loeb, etc...) ont déjà étudié, chacune ne traitant qu'un point de la question, le sujet du droit à l'autopsie. Nous n'avons pas trouvé d'ouvrage embrassant cette question sur toutes ses faces. Il nous a paru intéressant de réunir ces différents points, et d'en faire une étude complète.

L'on peut en effet distinguer, suivant le but poursuivi, deux sortes d'autopsies :

1° L'autopsie judiciaire, autopsie ordonnée par un magistrat.

2° L'autopsie scientifique, c'est du moins le nom que nous nous proposons d'adopter pour désigner l'autopsie faite par un médecin dans le but, ordinairement, de poser ou de confirmer un diagnostic. L'autopsie scientifique se présente, elle-même, sous deux aspects : l'autopsie que nous nous proposerons d'appeler « hospitalière », en entendant par là le cas habituel, l'autopsie faite dans les amphithéâtres des hôpitaux (nous étudierons aussi l'autopsie

pratiquée dans les hôpitaux militaires et en temps de paix et en temps de guerre) ; et l'autopsie « privée » faite, soit au domicile du décédé à la demande de la famille du défunt, soit dans les maisons de santé.

Nous commencerons notre étude par un exposé historique, où nous tâcherons d'exposer les différentes phases que subit à travers les siècles, tant en France qu'à l'étranger, le droit à l'autopsie.

Nous allons envisager successivement tous ces points en nous limitant strictement au droit à l'autopsie, et en laissant de côté toute technique.

Nous tenons, pour finir, à remercier M. Jacques Orfila, qui a bien voulu nous prêter l'autobiographie de son grand oncle Mathieu Orfila, et notre ami Jean Bénédict Guinard qui nous fut, pour les questions juridiques, un guide des plus avisés et des plus précieux.

CHAPITRE I

Histoire du Droit à l'Autopsie

§1

Dans l'antiquité

Les peuples de l'antiquité, que ce fussent les Hindous, les Hébreux, les Egyptiens, les Grecs ou les Romains, ne reconnaissaient légalement qu'une autorité, celle de leurs dieux. La religion leur tenait lieu et place de loi comme de commandement. Partaient-ils en guerre, ils offraient à Jupiter, à Râ ou à Mars, des libations ou des sacrifices. C'est ainsi qu'Iphigénie fût menée au bûcher par son père Agamemnon afin d'obtenir la protection des dieux qui retenaient par des vents contraires la flotte hélène dans le port d'Aulis. Euripide et Racine ont immortalisé cette légende. Revenaient-ils vainqueurs, ils remerciaient les dieux en leur éle-

vant des temples. Voudraient-ils entreprendre une expédition hasardeuse, ils allaient consulter la Pythie de Delphes ou les Oracles de Dodone, de Delos et d'Epidaure. La déité était partout. Il y avait un dieu pour le logis, un dieu pour le jardin, un dieu pour la moisson, un dieu pour la lumière, un autre pour l'ombre. Ils les craignaient, les consultaient et leur obéissaient aveuglément.

Ces dieux cruels, barbares, assoiffés de sang et de vengeance étaient humains aussi. Ils avaient de la mort et de sa majesté une idée très noble. Ils la tenaient pour divine et apprenaient à leurs fidèles, qu'ils vécussent sur les bords du Gange, du Nil ou du Tibre, à la vénérer et à la respecter.

Malheur à celui qui eût osé profaner un cadavre en y portant une main sacrilège ou en le mutilant ; il eût été hors la loi. Les vivants avaient envers les morts un devoir sacré, celui de les ensevelir. Le fils devait ensevelir son père, et l'étranger, le voyageur, couvrir de terre les cadavres rencontrés sur la route au hasard de leur marche, et cela sans tarder pour que l'âme pût goûter aussitôt les joies de Léthé. Ce respect des vivants pour les morts, cette hâte qu'ils mettaient à les enterrer tiraient leur source de très belles légendes. Les Grecs croyaient que l'âme dépouillée de son enveloppe charnelle errait sur les rives du Styx désolée, suppliante, jusqu'à ce que le corps qu'elle avait habité un temps eût été confié à la terre ou dévoré par les flammes. Cette légende se retrouvait à Rome et à Alexandrie,

et dans les combats, nous dit Suétone, les soldats se battaient autant pour plaire aux dieux, pour remporter la victoire, que pour être maîtres du champ de bataille et pouvoir la nuit ramasser leurs morts et les enterrer.

Aussi, de toute antiquité, les dissections et les autopsies furent-elles interdites comme profanes et contraires à la religion. Il eût fallu, d'ailleurs, une certaine curiosité et un beau courage pour triompher des premiers dégoûts qu'inspira longtemps cette science ; et ce ne fut pas sans hésitation qu'au XVI^e siècle on se décida à porter le scalpel dans des débris humains et à interroger les cadavres auxquels la corruption ne laisse bientôt plus, comme dit Bossuet, « de nom en aucune langue ».

D'ailleurs, les anciens ne croyaient pas à la médecine. Ils voyaient dans les épidémies maux, infirmités et ravages de toutes sortes, une manifestation de la colère des dieux.

Aussi, lorsqu'il leur arrivait d'être malades, n'était-ce pas aux hommes de science qu'ils avaient recours, mais aux dieux eux-mêmes ou à leurs oracles. Ils se rendaient à Epidaure, au temple d'Asclépios. Là, après avoir offert des sacrifices, les malades se couchaient dans un dortoir ; un serviteur éteignait les lampes, les prêtres faisaient leurs rondes autour des autels pour recueillir les offrandes, puis tout le monde s'endormait. C'est alors qu'au milieu de la nuit, apparaissait le dieu, soit seul, soit accompagné de ses fils, de ses aides, de

ses serpents et de ses chiens sacrés, et qu'il accomplissait ses miracles. Pausanias conte ainsi la découverte qu'il fit lors d'un voyage en Grèce dans l'enceinte sacrée du temple d'Épidaure. « J'aperçus, dit-il, six stèles posées debout sur lesquelles étaient inscrits en dialecte dorien le nom des malades, hommes et femmes, guéris par Asclépios, et la maladie de chacun et la façon dont ils avaient été guéris. Sur une de ces stèles, je lus ceci :

« Ambrosia d'Athènes : borgne.

« Cette femme vint en suppliante vers le dieu et, en se promenant dans le hiéron, elle se moquait de certaines guérisons, disant qu'il était invraisemblable et impossible que les boiteux et les aveugles pussent être guéris rien qu'en ayant un songe. En dormant, elle eut une vision. Il lui semblait que le dieu, debout devant elle, lui disait qu'il la guérirait, mais qu'en paiement, elle devrait offrir au hiéron un cochon en argent, monument de sa bêtise ; ayant dit cela, il lui fendit l'œil malade et y versa un remède. Le jour venu, elle sortit guérie ».

Cependant, l'antiquité produisit de grands médecins : Hippocrate, Galien, Dhauvantare, Susruta, Dioclès et Aristote. On a bien l'impression, en lisant leurs ouvrages, que ce soient les livres : « des Pronostics, des Eaux et des Lieux, du Régime des Maladies Aiguës, des Fractures, des Luxations, des Plaies de la tête » d'Hippocrate ; que ce soient les Traités du Médecin de Pergame, ou les Mahābhārada, les Ramayana, ou les Azurvédar, que, soucieux

avant tout de respecter les croyances religieuses de leurs époques, ils n'ouvrirent jamais de cadavres humains, se contentant, pour bâtir leurs théories, de disséquer des animaux, surtout des singes. Leurs ouvrages n'en sont que plus intéressants à étudier et par là même plus remarquables.

Géricke soutient que les autopsies ont été pratiquées en Italie aux premiers temps de la royauté. Il cite Numa Pompilius, deuxième roi de Rome, que les écrivains latins font régner de 714 à 671 avant Jésus-Christ et lui prête une ordonnance prescrivant l'hystérotomie des femmes mortes en couches. Mais Géricke est sujet à caution, et Numa Pompilius, roi légendaire, n'a très vraisemblablement pas existé.

Par contre, il semble bien que les Egyptiens en aient pratiquées à Alexandrie vers l'an 320 avant notre ère. Pline l'Ancien l'atteste dans son *Histoire Naturelle* (XIX-5). C'est de cette époque que date la fondation de l'école empirique d'Alexandrie. Instituée par Ptolémée-Soter, ancien général et successeur sur le trône d'Egypte d'Alexandre-le-Grand, fondateur de la dynastie des Lagides, elle connut, sous Ptolémée-Philadelphie, homme érudit, grand ami des lettres et des sciences, une renommée universelle. Ce fut à l'esprit de progrès et à la nature curieuse de ces deux princes que Praxogoras, Erasistrate de Cos et Héroplane durent de disséquer les cadavres des gens trouvés morts sur la route, ainsi que ceux des soldats abandonnés sur les

champs de bataille. Tertullien et Michel Glycas, auteur byzantin du X^e siècle, disent même que leur désir de savoir et d'apprendre était tel, qu'ils allèrent plusieurs fois jusqu'à ouvrir des hommes vivants, qu'en cachette, la nuit, les rois sortaient de prison pour leur remettre. Ils estimaient avec Celse qu'il n'y a nulle cruauté à écorcher vif quelques scélérats et que la science doit avoir des droits souverains. Mais ces pratiques n'allèrent pas sans soulever la masse profondément religieuse et, d'après Diodore de Sicile, il arrivait souvent à Erasistrate de Cos et à Hérophile d'être assaillis par le peuple à coups de pierres et à coups de rochers. Les écrits d'Erasistrate de Cos et d'Hérophile ont péri. Il reste si peu de chose d'Alexandrie, de ses amphithéâtres, de ses bibliothèques, de ses savants, de ses rois cruels et vicieux, mais amateurs de lettres et de sciences, qu'il est impossible de réfuter cette calomnie, si tant est que cela en soit une. Comme dit Littré : « Tout se tient dans les mœurs d'une nation. La vie des hommes était alors peu respectée : on égorgeait devant le peuple romain des centaines de gladiateurs pour lui donner un jour de récréation, et Védius Pollion, l'ami d'Auguste, faisait manger ses esclaves aux murènes. Qu'y aurait-il d'étonnant qu'Hérophile eut ouvert vivants des criminels condamnés à mort ? »

Quoi qu'il en soit, la mort de Ptolémée Philadelphie, en 247, mit fin à ces manœuvres. La science anatomique rentra dans le néant. Les élèves de

Praxagoras, n'ayant plus à la Cour ni complices ni amis, forcés de compter avec les scrupules de la masse, durent, tels les Grecs, les Romains et les Hébreux, attendre des siècles et des siècles avant que de pratiquer les autopsies et jeter un coup d'œil profane dans l'intérieur du corps humain.

Si l'antiquité, par ses croyances religieuses et ses préjugés, paralysa, en s'opposant aux dissections et aux autopsies, le progrès de la science anatomique, ses usages et coutumes travaillèrent, par contre, à donner à la médecine légale une base et une direction solide, en prescrivant aux magistrats, lors des enquêtes judiciaires, de s'entourer de médecins.

Chez les Israélites, le Deutéronome commandait aux Juges, en cas de meurtre, de descendre sur les lieux du crime et de mesurer la distance qui séparait le cadavre des villes d'alentour. La ville la plus proche était, selon la loi de Moïse, responsable du sang versé et c'était à elle et à ses habitants à expier et à payer l'amende prescrite. Ceci fait, les juges faisaient appel à des hommes expérimentés, des médecins, des docteurs, des savants, et les chargeaient d'examiner le cadavre. Ils l'examinaient, comptaient les coups, les heurts, les blessures et finalement donnaient leur avis sur le crime et sur la façon de découvrir le meurtrier.

En Egypte, les enquêtes se passaient de même.

A Athènes, à Rome, lorsqu'il y avait eu assassinat, le cadavre était exposé sur la place publique et

examiné par les hommes de droit et de science. Les écrivains latins content à ce sujet maintes anecdotes. Entre autres, celle du Tribun Génucius, trouvé mort dans son lit, au moment où il devait se rendre à l'assemblée publique et dont le trépas, en l'absence de toute trace de violence, fut attribué par les juges et médecins à la colère des dieux ; entre autre aussi le chapitre célèbre où Suétone décrit la mort de César et l'examen de son cadavre par Antistius qui compta vingt-trois blessures, toutes différentes, dont une seule mortelle.

En Inde, les enquêtes criminelles étaient également menées par deux magistrats et deux médecins.

Nous verrons, dans les chapitres suivants, comme ces usages et coutumes évolueront à travers les siècles et donneront naissance, en 1502, à l'autopsie judiciaire et en 1808 au Code d'instruction criminelle.

§ 2

Du Christianisme à la fin du XVIII^e siècle

Lorsque le Christianisme, après avoir été persécuté par Néron, Titus et Dioclétien, fût reconnu comme religion d'Etat par le Concile de Nicée; en l'an 325, Rome était déjà en pleine décadence. En

vain Constantin chercha-t-il à réagir, il ne put que retarder l'événement fatal et quand Théodose mourut, en 395, l'Italie vit ses frontières s'ouvrir aux barbares. Alaric et Attila passèrent sur le Piémont comme un orage, les Ostrogoths dévastèrent la campagne romaine, les Lombards « ces rudes païens à la chevelure teinte en vert », comme les appelle Gebhart, plantèrent leurs tentes jusqu'en vue du détroit de Messine, brûlant, pillant tout, jardins, moissons, ne laissant flotter çà et là que quelques rares épaves : Ravenne, Naples, Rome et imposant leurs usages, leurs coutumes et leurs lois aux vaincus. C'est de cette époque que datent, dans les enquêtes criminelles, les épreuves de l'eau, du feu, de la cruentation des cadavres et de la torture. La civilisation latine se mourait. Aussi l'Italie tout entière se tourna-t-elle alors vers Grégoire-le-Grand, chef du christianisme, et lui demanda-t-elle de la sauver. Il la sauva. Doux, humble, lettré, issu d'une famille patricienne, Grégoire-le-Grand fut avant tout un apôtre et un diplomate. Il traita avec les Byzantins, les Francs, les Goths d'Espagne, et convertit les Anglo-Saxons ; il évangélisa les Lombards. L'Europe entière s'inclina sous son bâton pastoral.

Condamnée ainsi à tenir son rang dans la hiérarchie temporelle et à régner pour ne pas périr, l'Eglise s'attela à gouverner. Elle était pauvre, humble, elle devint riche, orgueilleuse. Elle eut des fiefs ; Mathilde, comtesse de Toscane, lui fit don de Spolite, de Camerino, de Mantoue, de Modène et de Par-

me, elle eut une armée, elle eut des généraux, elle créa des écoles, des universités. Le clergé devint le représentant de la science dans toutes ces branches. C'est lui qui travaillait, qui faisait des recherches, c'est lui qui enseignait. Son enseignement, ennemi juré des sciences naturelles, qui étaient alors considérées comme impures et sans intérêt, était uniquement livresque. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'anatomie n'ait pas fait de grands progrès durant ces deux ou trois siècles. Jamais religion n'a aussi formellement condamné les dissections et les autopsies des cadavres humains que ne l'a fait le christianisme. La maxime « *Ecclesia non sitit sanguinem* » défendait à tout chrétien de verser le sang et une Encyclique Pontificale, parue vers l'an 615, interdisait de même aux « *Diacones* » et aux « *Sacerdotes* » toute étude de la partie de la chirurgie qui a à faire avec le brûler et avec le couper ».

La puissance temporelle de l'église fut de courte durée. Le schisme de Photius, en 858, séparant l'église grecque de l'église latine, et annonçant les luttes qu'elle eut à soutenir contre les « *Iconoclastes* », les Vaudois et les Albigeois, en annonça le déclin. La civilisation latine s'endormit alors, comme si elle eût été frappée de léthargie. Les institutions romaines tombèrent en désuétude, la science et le progrès marquèrent un temps d'arrêt.

Et ce fut ainsi jusqu'au milieu du XIII^e siècle ; la médecine végétale. Les « *Fisiciens* » et les « *Mièges* » soignaient à la manière d'Hippocrate et de

Galien. Leurs ouvrages étaient sacrés et tenaient lieu de tout.

C'est à l'Ecole italienne et à Frédéric II, empereur d'Allemagne et roi des Deux-Siciles, qu'il faut rapporter l'honneur d'avoir inauguré à nouveau l'ère des dissections et celle des autopsies. Bravant les préjugés de son époque, tenant tête au pape Grégoire IX qui l'excommunia par deux fois, en 1250, à la veille de sa mort, Frédéric II décréta que désormais il faudrait pour exercer la médecine :

1° Avoir obtenu une licence, d'abord à Salerne, puis à l'Assemblée publique des Maîtres.

2° Avoir étudié, au moins un an, l'anatomie et les maladies sur le corps humain, « Nisi per annum saltem anatomen humanorum corporum. Sine qua non nec incisiones salubriter fieri poterunt, nec factae curari ».

C'est le premier exemple que nous ayons de l'intervention royale en pareille matière. Elle eut pour l'étude de l'anatomie des résultats immenses.

L'arrêté de Frédéric II fut-il mis en vigueur aussitôt ? D'aucuns disent que non. Nous serions portés à croire le contraire, vu l'encyclique « decretum de sepultaris » du Pape Boniface VIII parue en 1300 et frappant d'excommunication « tous ceux qui extrairaient les viscères des corps des défunts pour en faire un abus horrible et détestable, qui font bouillir inhumainement les corps morts et les privent ainsi de la couverture de leur chair ».

Toutefois, faut-il arriver au commencement du XIV^e siècle pour avoir une preuve certaine de l'application de la loi de Frédéric II.

C'est Mundini de Luzzi (1250 à 1326), médecin de Milan, « *anatomicus illustris vir in sectione celeberrimus, sub quo anatomia in Italia resurrexit* » qui nous la fournit, en pratiquant en janvier et en mars 1316 l'autopsie de deux femmes mortes d'une maladie de la matrice. L'année suivante, en mars 1317, trois autres médecins italiens, M^{es} Léonard et Hugues de Sienne et M^e Léonard de Bertapalia, ouvraient deux cadavres, celui d'un homme mis à mort pour vol et celui d'une femme morte en couches. L'opération fut entourée du plus grand mystère, et les cadavres, après avoir été mutilés secrètement, furent enterrés, au milieu de la nuit, dans l'église de Saint-Luc de Padoue.

L'arrêté de Frédéric II souleva de violentes polémiques. Les autorités chargées de l'appliquer le combattaient sournoisement et faisaient tout leur possible pour en empêcher et en différer l'exécution. Aussi les médecins cherchèrent-ils bientôt à se procurer des cadavres d'une manière illégale. Ils les achetaient ou les volaient. Témoin ce procès, survenu à Bologne en 1319, intenté à un professeur de médecine et à quatre de ses élèves qui avaient exhumé clandestinement le cadavre d'un meurtrier pour en faire l'autopsie. Ils furent condamnés. Ce qui ne les empêcha pas, quelques mois

après, de recommencer, de dévaster les cimetières, et d'être à nouveau pris en flagrant délit.

L'irritation de la masse contre ces façons de se procurer des cadavres devint telle que les bourgeois et gens de biens se groupèrent, et créèrent des « Caisses » et des « Congrégations mortuaires ». Ces Congrégations avaient pour but de secourir les pauvres et les miséreux et de les empêcher par une aide matérielle de vendre leurs corps aux chirurgiens et barbiers.

Et une lutte opiniâtre s'engagea.

Les médecins eurent gain de cause et en 1353 la Faculté d'Iéna adoptait l'arrêté de Frédéric II. Cela n'alla pas sans heurt. Les paysans des bords de la Saale, remués au plus profond de leurs croyances religieuses, se soulevèrent. Et l'on vit, nous disent les chroniques du temps, des hommes, des femmes, des enfants, armés de bâtons ou de gourdins, monter nuit et jour la garde devant la tombe de leurs parents. Malheur à celui qui se fût avancé pour les profaner ; il eût été roué vif. Loeb ajoute, que vers la même époque les condamnés à mort de la Saxe demandaient à genoux, comme grâce dernière, qu'après leur exécution, leurs cadavres ne fussent pas livrés au professeur Rollfink, de la Faculté d'Iéna.

Mais l'élan était donné, aussi les ordonnances royales autorisant les autopsies vont-elles se multiplier.

En juin 1376, Louis d'Anjou, fils de Jean II le

Bon, alors roi de Naples, accorde à la Faculté de Montpellier le privilège de saisir tous les ans la dépouille d'un condamné à mort et d'en user « ainsi qu'il lui plaira ». Ce privilège est ratifié en 1377 par Charles le Mauvais, roi de Navarre et petit-fils de Philippe le Hardi, et l'année suivante par le Conseil des Doges de Venise. Mais les Maires et les Echevins se refusaient toujours obstinément à obéir aux ordonnances royales. Ils opposaient aux demandes et aux réclamations que leur adressaient les Maîtres en anatomie un éternel « non possumus ». Ils préféraient que les étudiants dévastassent ou achetasent des cadavres plutôt que de prêter leur concours à un acte qu'ils considéraient comme sacrilège.

Et les pilliers de cimetières réapparurent.

Aussi, pour mettre fin à cet état de choses, en 1396, Charles VI le Bien-Aimé, roi de France, ordonne-t-il dans ses « Lettres patentes » sous peine de prison, aux gouverneurs de Montpellier et autres villes, de livrer chaque printemps au mois de mars, à l'Ecole de Médecine, le cadavre d'un condamné à mort.

Les autorités s'inclinèrent un temps.

Cette trêve eut pour la science les résultats les plus heureux. La médecine fit de grands progrès. Il parut des livres, des atlas, des planches anatomiques en couleurs. Hippocrate et Galien perdirent de leur prestige. Leurs ouvrages furent commentés, discutés, leurs doctrines reconnues fausses. Le

cœur humain, tel que l'avait décrit le médecin de Pergame, ovalaire, dirigé verticalement de haut en bas, occupant la ligne médiane du thorax et touchant à peine par sa pointe au diaphragme fut identifié comme étant celui du singe. L'on comprit alors que Galien n'avait jamais disséqué que des animaux, que de leur anatomie il avait fait la nôtre, et qu'il avait ainsi, pendant des siècles, trompé les hommes les plus éminents de la science, en leur faisant croire que le cadavre humain avait servi de type à ses démonstrations.

Les écoles françaises et italiennes, leurs professeurs, leurs étudiants jouirent beaucoup d'une renommée universelle. Les Anglais étaient alors si nombreux à la Faculté de Médecine de Paris, que l'on fût obligé de créer, à leur intention, une division spéciale. Ainsi s'explique le nom de la rue des Anglais, donnée à une petite ruelle qui avoisinait l'ancien siège de la Faculté et qui existe encore aujourd'hui.

Ce voyant, en 1401, Jean I, roi de Portugal, accorde, à la Faculté de Lérida, la permission d'aller chaque année choisir chez le bourreau de la ville le cadavre d'un supplicié, et d'en user dans l'intérêt de la science. En 1414, l'Université de Vienne obtient le même privilège. En 1460, c'est celle de Prague ; en 1479, celle de Tübingen. En 1480, les médecins de Pise obtiennent du grand-duc de Toscane l'autorisation de tuer eux-mêmes, avec armes ou poisons, les condamnés à mort, et

d'user de leurs dépouilles comme bon leur semblera. Et à ce propos, Gabriel Fallopi, conte au chapitre XIV de son livre des Tumeurs, l'anecdote suivante : « Les magistrats de Pise m'ayant livré un homme avec licence de le tuer à ma manière, je lui fit prendre un gros d'opium ; il était atteint de fièvre quarte ; et l'accès, arrivant, empêcha l'action du poison. Ce malheureux, glorieux de ce succès, demanda que je lui en administrasse une seconde dose, afin que, s'il n'en mourait pas, j'obtinsse sa grâce auprès du prince. Je lui fis prendre une seconde fois deux gros d'opium hors du temps de l'accès et il mourut ».

En 1481, les libéralités du Recteur de l'Université de Paris vont jusqu'à autoriser la Faculté de Médecine à ouvrir un cadavre en public. Il décida en outre, qu'il sera célébré, pour le repos de l'âme du défunt une grand'messe en la basilique de Notre-Dame. Mais des manifestations eurent lieu, regrettables. Aussi le Recteur annula-t-il son décret et conseilla-t-il aux chirurgiens et barbiers, de travailler toutes portes closes. Ils firent alors choix de l'hôtel de Nesles, qui, à pic sur la Seine, occupait alors la place qu'occupe aujourd'hui l'Institut, et qui ayant tour à tour appartenu à Amaury de Nesles, à Jeanne de Bourgogne, à Philippe le Long, à Charles le Sage, et à Isabelle de Bavière, se trouvait vacant.

L'opinion publique se calma. Les autopsies se multiplièrent. Le peuple, les gens aisés surtout,

finirent par leur reconnaître quelque utilité. (Ils n'avaient rien à craindre, on ne pratiquait alors les autopsies que sur les miséreux ou les criminels). Mais, pour rien au monde, ils n'eussent accepté qu'elles fussent introduites dans les hôpitaux. Elles le furent cependant et au mois de février 1531, Jacques Goupil, lisons-nous au tome IV du Régime Hospitalier de France, pratiquait à l'Hôtel-Dieu de Paris l'autopsie d'une femme morte en travail puerpéral. Ce ne fut pas la seule, au mois de mai de la même année, Nicolas L'Affile obtenait le même privilège, au mois de septembre c'était Michel de Monceaux, au mois de novembre Jean Rochon.

Le progrès était en marche et l'année suivante, 1532, la « *Constitutio criminalis carolina* » promulguée par Charles-Quint roi d'Espagne et empereur d'Allemagne, et ratifiée par la Diète de Ratisbonne donnait à la science anatomique un élan nouveau, en déclarant les autopsies obligatoires en tant qu'expertise médico-légale.

L'autopsie judiciaire était créée.

Depuis longtemps, en France comme ailleurs, les magistrats devaient, de par la loi, s'entourer, lors de leurs enquêtes criminelles, de médecins et de chirurgiens. Les lettres-patentes de Godefroy de Bouillon (1073), celles de Saint-Louis (1220), en témoignent, ainsi que certains articles des « Assises et Arrêts de Normandie » (1227) du « Grand Coutumier du Pays et Duché de Normandie » (1236), des « Assises et Bons Usages du Royaume de Jérusalem » (1250), etc...

Philippe le Bel avait même, en novembre 1311, nommé deux chirurgiens assermentés experts dans les affaires de police que Jean II reconnut et investit en 1352 de ce titre « Per dilectos magistros chirurgicos nostros juratos castelli nostri parisiensis ». La tâche de ces médecins jurés était toute subjective. Elle consistait uniquement à compter les coups, les heurts, les blessures qu'avait reçus le défunt et à les décrire en un rapport. Témoin ce fac-similé que nous avons trouvé en date du 14 septembre 1390 dans un registre criminel et qui est ainsi conçu : « Sur quoy oy Maistre Jehan le Conte, cicurgien juré du Roy, qui dist que la playe faite au dit feu Criquelot en la teste fut d'une hache si comme il croyt en sa conscience ».

D'autopsies il n'était pas question.

L'arrêté de Charles-Quint en proportionnant la pénalité aux effets physiques des délits et crimes et en prescrivant l'autopsie de tous les cadavres suspects vint combler cette lacune.

Ci-dessous ses articles 47 et 49.

ARTICLE 47. — « Lors d'une blessure douteuse qui aurait été suivie de décès, les hommes de l'art devront prononcer si cette mort a été l'effet nécessaire de la blessure ou de la négligence et de l'impéritie du traitement ou de toute autre cause accidentelle ».

ARTICLE 49. — « Avant l'inhumation d'un individu mort à la suite d'un acte de violence quelcon-

que, le cadavre sera soigneusement examiné et s'il le faut ouvert par les chirurgiens qui présenteront un rapport en leur honneur et conscience ».

Quatre ans après, le 30 août 1536, dans un édit donné à Valence sur « le fait de justice dans le duché de Bretagne », François I^{er} insérait des dispositions relatives « aux visitations, autopsies et rapports sous serment, par barbiers, chirurgiens et gens expérimentés ».

Après avoir, à force d'arguments et de promesses (les maîtres de l'Hôtel-Dieu s'étaient engagés à ne pas toucher aux cadavres réclamés par les familles), amené l'opinion publique à accepter les autopsies, la Faculté de Médecine eut à lutter contre le bas clergé. L'Eglise, soucieuse avant tout d'obéir à la lettre à la doctrine du Christ et de la faire respecter, allait, prêchant, répétant à qui voulait l'entendre, que les corps, devant ressusciter au jour du jugement dernier, devaient être avant tout et sacrés et inviolables. Emu par ces campagnes, en 1566, Charles IX, roi de France, pose à la Faculté théologique de Salamanque, cette question :

« Est-il permis à un chrétien de disséquer les cadavres humains ? »

La Faculté de Salamanque lui répondit « qu'elle le pensait et qu'en tout cas cela n'était pas strictement et religieusement défendu ».

La réponse était nette, précise. Le bas clergé se tût: Huit ans après, Charles IX mourait et Am-

broise Paré, Dambaise et Guillemeau pratiquaient son autopsie.

L'autopsie de Charles IX donna à la médecine légale et à ses moyens d'investigation un lustre sans précédent ; elle la mit en relief, en vedette. L'autopsie devint à la mode, et l'on vit, nous disent les chroniques du temps, maints gentilshommes demander en leur testament qu'après leur mort, leurs corps soient ouverts de haut en bas.

Cette mode, comme toutes les modes fut de courte durée et les hommes de science manquèrent bientôt de sujets. Les cadavres étaient rares, c'était en général ceux des suppliciés qui servaient aux leçons et aux recherches et les jours d'exécution on se battait aux portes du Châtelet pour en acheter, fût-ce à n'importe quel prix. Il y avait alors en France, deux catégories de médecins : les Docteurs, membres de l'Université, professeurs enseignant aux Ecoles de Médecine et au Collège Royal, gens honorables et recrutés dans la meilleure bourgeoisie ; et les chirurgiens lithotomistes, herniaires, dentistes et barbiers, médecins de fortune, dotés d'aucun diplôme, qui s'étaient, en 1268, constitués en confrérie et divisés en deux classes : celle des barbiers laïques et chirurgiens de robe courte, ayant pour enseigne trois bassins, et celle des barbiers élèves chirurgiens de Saint-Cosme ou de robe longue, ayant pour armes trois boîtes d'onguent.

De par la loi, c'était aux docteurs membres de l'Université que les magistrats devaient remettre

les cadavres des suppliciés. Ils les payaient trois livres, tarif officiel. Mais les greffiers criminels et les bourreaux étaient hommes d'argent. Moyennant six à sept livres au lieu de garder les cadavres pour la Faculté, ils les livraient aux chirurgiens et barbiers qui, légalement, n'y avaient pas droit. L'opération étant illicite, il fallait organiser une scène qui eut l'apparence de la violence. Pour ce, sitôt l'exécution terminée, une troupe de pillards et de vauriens se précipitait sur le cadavre, l'arrachait des mains du greffier, l'enlevait et le transportait en la boutique du barbier le plus proche. On barricadait les portes et on résistait aux assauts que les archers du roi, habilement soudoyés, faisaient simulacre de donner. Pendant ce temps, les chirurgiens et leurs élèves ouvraient le cadavre et l'étudiaient.

La Faculté de Médecine, désireuse de mettre fin à ces scènes macabres, heureuse aussi, d'entraver par là les études anatomiques des chirurgiens et barbiers qui étaient ses ennemis mortels prit en date du 17 avril 1582 l'arrêté suivant :

ARTICLE 1. — Nul ne pourra ouvrir des corps que sous la présidence d'un docteur en médecine.

ARTICLE 2. — Nul cadavre ne pourra être délivré, soit par le juge criminel, soit par le bourreau, soit enfin par les maîtres de l'Hôtel-Dieu ou par le Prévot des Maréchaux, sans une permission signée du Doyen de la Faculté et scellée du grand sceau des

écoles (Registre de la Faculté, tome VI, paragraphe 151).

Les chirurgiens et les barbiers n'en continuèrent pas moins à voler et à acheter à prix d'or les cadavres.

Ce voyant, la Faculté se tourna vers le Parlement. Le Parlement étudia la question et le 23 novembre 1615, défendait par décret à l'Hôtel-Dieu et aux autres hôpitaux de livrer aux chirurgiens et barbiers-chirurgiens des corps morts, à moins d'une permission expresse de la Faculté, permission signée du Doyen. La Faculté ne s'en tint pas là, et sur sa demande, le 12 mars 1633, la Haute-Cour réglémentait le mode de délivrance du cadavre des suppliciés, spécifiant que cette délivrance ne pourrait se faire à l'avenir qu'au pilier des Halles ; et punissait de soixante livres d'amende le chirurgien de la Noue pour avoir ouvert un cadavre sans la permission du Doyen des Ecoles.

Ce serait mal connaître la ténacité et la volonté des chirurgiens et barbiers que de croire que ces différents arrêtés leur firent peur. La Faculté leur cherchait chicane ; ils lui déclarèrent la guerre. La lutte dura près d'un siècle. L'histoire fourmille d'anecdotes à ce sujet.

En 1635, ce sont les barbiers envahissant à main armée l'amphithéâtre de Jean Riolan, et lui enlevant au milieu de sa leçon le cadavre sur lequel il faisait sa démonstration.

Le 25 avril 1642, c'est un chirurgien de robe longue, nommé Granger, qui, ayant cherché à enlever le corps du supplicié Vigot, est condamné « à rendre le dit corps au plaignant, et s'il se refuse d'obéir, à voir sa porte forcée par un serrurier et sa maison visitée et fouillée de haut en bas, jusqu'à ce que l'huissier, accrédité à cet effet, mette la main et rentre en possession du cadavre du dénommé Vigot ».

Le 13 avril 1654, c'est une sentence du lieutenant de police condamnant de Blégnny, par contumace, à être banni du royaume à perpétuité et à voir ses biens confisqués au profit du roi ; condamnant de même son ami et complice, de la Noue, à être battu et fustigé nu, de verges, aux carrefours et lieux accoutumés, et de plus, à verser trente livres d'amende pour avoir acheté au fils du fossoyeur de Saint-Sulpice plusieurs cadavres d'exhumés.

Le 12 avril 1672, ce sont les chirurgiens de Saint-Côme, enlevant un corps la nuit à l'exécuteur de haute justice, le portant dans leur maison, et tenant tête pendant plus de trois jours et aux requêtes du doyen de la Faculté qui était alors Puyton, et aux soixante archers du roi qui assiégeaient leur demeure.

En 1680, ce sont les étudiants dévastant les cimetières, prenant de force des cadavres dans les hôpitaux, etc...

Finalement, les chirurgiens et barbiers eurent gain de cause. Après avoir obtenu de Pierrevisé,

chancelier de l'Université, le droit de lire et d'enseigner la chirurgie toutes portes ouvertes, ils achetèrent en 1691, grâce aux legs et donations de Jean de Launay, Jean Biennaise et Louis Roberdeau, le couvent des Cordeliers, qu'ils transformèrent en amphithéâtre d'anatomie. Ils se mirent à professer et, en 1701, Louis XIV, conjuguant leur enseignement à celui des professeurs de la Faculté, leur accordait maints privilèges, entre autres celui de former les jeunes étudiants en médecine en leur apprenant la dissection et l'ostéologie.

Cette querelle entre médecins et barbiers, loin de paralyser les études anatomiques (dissection, autopsie, médecine opératoire) leur donna un élan nouveau. En passionnant l'opinion publique, en la tenant au courant des faits et gestes des hommes de science, en l'instruisant des progrès que faisait chaque jour la chirurgie (Ambroise Paré venait de découvrir le procédé de la ligature des artères), et de ceux qui lui restaient à faire, elle travailla à l'épanouissement de la médecine. Les princes, qui avaient déjà si largement contribué en luttant contre les préjugés sociaux et religieux à faire triompher la voix de la raison, désireux de donner à leur peuple de bons médecins et de bons chirurgiens, continuèrent de patronner les écoles et facultés de chirurgie.

Aussi voyons-nous, en 1604 et en 1606, Henri IV confirmer par ordonnance à son premier médecin le droit d'établir dans toute une localité du royaume

me deux chirurgiens jurés, chargés de pratiquer les autopsies de tous les cadavres suspects et d'en résumer l'histoire en un rapport. En 1670, Louis XIV, dans son ordonnance criminelle du 13 août, confirme et ratifie l'arrêté d'Henri IV. En 1692, il le modifie, portant, pour chaque ville, à trois (deux chirurgiens et un médecin) le nombre des experts jurés ; frappant d'une forte amende les juges qui consulteraient, lors d'une enquête criminelle, d'autres hommes de science ; et décidant qu'à l'avenir ces charges seraient héréditaires et vénales. L'article 4 spécifiait ainsi le rôle des experts jurés.

« Ils auront à statuer sur la gravité des blessures, des plaies, des coups, des contusions ; ils auront à dire si les blessures ont été faites pendant la vie ou après la mort, si un pendu a été pendu vivant ou s'il le fut après avoir été tué, si un cadavre a été frappé de foudre ou a succombé à des violences criminelles ».

L'ordonnance de Louis XIV fut mise en vigueur aussitôt. Trois ans après paraissaient des arrêtés, des décrets, réglementant les salles de dissection, les amphithéâtres d'anatomie, les laboratoires, etc.. L'autopsie devint une opération courante. Le médecin en pratiquait en ville, aux écoles, au Châtelet, à l'Hôpital. Ces dernières, bien qu'autorisées, étaient rares, non pas tant en France qu'en Allemagne, où les directeurs d'hospices, luthériens enragés, y mettaient opposition systématiquement.

Les professeurs réclamèrent, et, en 1706, le gouverneur de Saxe livrait par décret à la Faculté de Leipzig les cadavres des condamnés à mort, des noyés et des suicidés, et autorisait dans les hôpitaux l'autopsie des miséreux dont la famille et les amis ne pourraient, faute d'argent, payer les frais d'inhumation.

En 1713, Frédéric-Guillaume I^{er} étendait ce décret à toutes les Facultés de son Empire. En 1749, Frédéric II le Grand allait plus loin et promulguait une ordonnance autorisant les écoles de chirurgie à pratiquer les autopsies de tous « les corps rouges ». On désignait alors par « corps rouges » les cadavres des gens morts dans les hôpitaux.

En France, les maîtres de l'Hôtel-Dieu, les médecins et chirurgiens des hôpitaux jouissaient à peu de chose près des mêmes privilèges. Sauf opposition formelle de la famille, ils avaient le droit (il serait plus juste de dire qu'ils prenaient ce droit, nul règlement ne les y autorisant légalement), de pratiquer les autopsies de tous les corps, hommes, femmes et enfants morts dans leurs services.

Ce ne sera qu'en 1842, comme nous le verrons plus loin, que l'administration publique et M. Duchatel, alors ministre de l'intérieur, donneront « au droit à l'autopsie » dans les hôpitaux et hospices de Paris, une forme légale.

L'ordonnance royale de Louis XIV (1692) créant, dans chaque ville du royaume des experts-jurés,

chargés, lors des enquêtes criminelles, d'éclairer la justice en examinant médicalement les cadavres et en pratiquant si besoin leur autopsie, ne subit, à proprement parler, durant le XVIII^e siècle, que des retouches insignifiantes, et se trouvait encore en vigueur en 1789 quand la Révolution éclata. Annulée ainsi que toutes les autres ordonnances royales aux premiers jours de juillet, par l'Assemblée Nationale, les principes qui la constituaient et en faisaient une véritable expertise médico-légale se retrouvent dans les articles 103 et 104 du Code criminel du 3 brumaire an IV.

Voici ces articles :

ARTICLE 103. — En cas de délit, le juge se fera accompagner d'une ou deux personnes présumées, par leur art et profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du délit.

ARTICLE 104. — « S'il s'agit d'un meurtre ou d'une mort dont la cause est inconnue ou suspecte, le juge de paix devra se faire assister d'un ou de deux officiers de santé. Dans ce cas, le cadavre ne pourra être enterré qu'après clôture du procès-verbal.

Ces articles se retrouveront à peine modifiés (articles 43 et 44) dans le Code Napoléon (Code d'Instruction criminelle) qu'il nous reste maintenant à étudier.

CHAPITRE II

Le Droit à l'Autopsie judiciaire

§ I

En France

L'expertise médico-légale consiste dans des opérations et des appréciations destinées à éclairer la justice sur des questions techniques émanant de personnes compétentes expérimentées qui prêtent serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Ce moyen d'information, propre à toutes les juridictions, trouve spécialement son application en matière pénale.

Son utilité pour guider les recherches de l'instruction criminelle est incontestable. « L'assistance des experts, dit Faustin-Hélie, est non seulement nécessaire pour la solution des questions sans cesse

renaissantes et toujours difficiles de la médecine légale, mais pour la vérification de mille faits qui ne peuvent être appréciés qu'à l'aide de notions scientifiques ou pratiques étrangères aux études des magistrats ».

La nécessité des expertises est à un tel point indiscutable que cette voie d'instruction est réglementée par la plupart des législations étrangères, et qu'elle fut employée de tout temps, comme nous l'avons vu dans notre exposé historique, par les magistrats chargés de la répression des crimes et des délits.

De toutes les expertises médico-légales les autopsies judiciaires sont celles qui sont les plus importantes.

Le code Napoléon les régit comme suit. Nous verrons qu'elles ne prêtent pas à discussion.

Tout d'abord pour éviter les fraudes, et ne pas laisser inhumér sans examen ou autopsies les cadavres suspects, le code civil prescrit dans son article 77 « qu'aucune inhumation ne sera faite sans autorisation sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra le délivrer qu'après s'être transporté aux frais de la personne décédée pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police ».

D'après les termes de cet article, ce serait à l'officier d'état civil à se transporter au chevet de la personne décédée. En réalité, il n'en est pas ainsi :

chaque localité, tout en étant tenue d'obéir à la lettre à l'article 77, est libre de faire constater les décès suivant le mode qui lui convient. Ainsi, dans le département de la Seine, un arrêté préfectoral du 21 vendémiaire an IX, toujours en vigueur, a-t-il créé à cet effet un service spécial. Ce service fut doté, au mois de décembre 1821, d'un système de bulletins et de fiches, qui, conservés et catalogués, servent à établir les statistiques mortuaires. Malheureusement, dans les campagnes et dans un grand nombre de villes, même parmi les plus importantes, les municipalités ont négligé de spécialiser un médecin à cet usage, en sorte que c'est le médecin traitant (chose illégale) qui se trouve être, le plus souvent, appelé à certifier le décès de ses propres malades.

Si, lors de cette visite, la mort semble suspecte à l'officier d'état-civil, le code lui prescrit, par son article 81, d'ordonner une enquête médicale. « Lorsqu'on trouve, dit cet article, des signes ou des indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui pourraient le faire supposer, l'inhumation ne pourra être effectuée qu'après qu'un officier de police, accompagné par un docteur en médecine ou en chirurgie, aura fait une enquête sur l'état du cadavre et sur les circonstances qui y sont relatives, ainsi que sur les détails qu'il aura pu recueillir, quant au nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée ».

Cette enquête une fois faite, si la suspicion et le

doute persistent, l'officier de police doit en référer aux autorités compétentes, qui, si elles le jugent utile, ont, de par la loi, le droit d'ordonner l'autopsie du cadavre.

Suivant les cas (celui que nous venons de citer, pour être banal, n'en est pas des plus fréquents, la justice peut se trouver devant un flagrant délit, un crime avoué, un accident), les autorités chargées de mener l'affaire et d'ordonner, si besoin est, l'autopsie, varient et s'appellent : Procureur de la République, Juge d'Instruction, Juge de Paix, Chambre des mises en accusation, Cour d'assises, Haute-Cour, etc...

Signalons tout de suite qu'à Paris, toutes les expertises judiciaires se font à l'Institut médico-légal. Il y a dans chaque ville de France un institut spécialisé à cet effet. En cas de crime ou de délit commis à la campagne, l'autopsie se fait soit à la mairie, soit en plein champ, soit dans les cimetières, etc...

Nous allons examiner ces différents cas.

En premier lieu, ainsi qu'il résulte de l'article 43 du Code d'instruction criminelle, le Procureur de la République, agissant en vertu soit des articles 32 et 41, soit de l'article 46, peut ordonner une autopsie. Il résulte, de même, des articles 49 et 50, qu'à défaut du Procureur de la République, ses officiers de police auxiliaire ont également ce droit dans les cas prévus par les articles 32, 41 et 46. Ces officiers

de police auxiliaire sont : les commissaires de police, les maires, les adjoints aux maires, les officiers de gendarmerie, les juges de paix et les fonctionnaires de police mobile. Ce qui caractérise ces officiers, c'est qu'ils ont qualité, en cas de crime flagrant, pour procéder à une information préliminaire en attendant l'arrivée du Procureur de la République.

Voici l'article 32 :

« Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infâmante, le Procureur de la République se transportera sur le lieu, sans aucun retard, pour dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour y recevoir les déclarations des personnes qui auraient des renseignements à donner ».

Voici maintenant l'article 46 :

« Les attributions faites ci-dessus au Procureur de la République pour les cas de flagrant délit auront lieu aussi toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou d'un délit, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de maison requerra le Procureur de la République ».

Ce n'est donc qu'en cas de flagrant délit que le Procureur de la République, ou à défaut ses officiers de police auxiliaire peuvent ordonner une autopsie.

Qu'appelle-t-on flagrant délit ?

L'article 41 du Code d'instruction criminelle va nous répondre.

Article 41 :

« Le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre est un flagrant délit. Seront aussi réputés « flagrant délit » le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé, saisi d'armes, effets, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit ».

Que faut-il entendre par cette formule « temps voisin du délit ». Un délai de douze heures, de vingt-quatre heures le fixe-t-il ? Le code n'en parle pas. Toutefois, étant donné que le droit octroyé au Procureur de la République d'ordonner ainsi, sans en référer au Juge d'instruction, enquêtes et expertises, n'a d'autre but que celui, en agissant promptement, d'arrêter le criminel, et de parer « au dépérissement des preuves », ce temps voisin du délit semble-t-il devoir varier suivant les circonstances. C'est au Procureur de la République à juger, si l'affaire pour laquelle on le requiert est un flagrant délit ou si elle n'en est plus un.

Ceci dit, en cas de flagrant délit, le Procureur de la République doit appeler auprès de lui, ou mander par une lettre portée par un agent l'expert, lui tracer sa mission et recevoir son serment.

Les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle lui dictent sa conduite à tenir.

Article 43 :

« Le Procureur de la République sera accompagné, s'il est nécessaire, par une ou deux personnes qui, par leur art ou profession, seraient capables d'apprécier la nature ou les circonstances du crime ou du délit ».

Article 44.

« S'il s'agit de mort violente, ou de mort dont les causes sont inconnues ou suspectes, le Procureur de la République sera assisté de deux officiers de santé, lesquels présenteront un rapport sur les causes de la mort et l'état du cadavre. Les personnes citées dans le précédent article, prêteront, devant le Procureur de la République, le serment de présenter leur rapport et de donner leur opinion sur leur honneur et conscience ».

Dans le premier cas, c'est le Procureur de la République qui doit fixer lui-même les constatations, mais, si craignant de se trouver en face d'une difficulté, il a eu la précaution de s'adjoindre un expert, il aura la faculté, à un moment donné, de consulter celui-ci et de l'interroger sur les points qui l'embarrassent.

Dans le deuxième cas, le Procureur de la République n'est pas tenu de se déranger lui-même. Il se fera assister, dit le Code, par un ou deux of-

ficiers de santé : ce qui signifie que la présence de l'homme de loi n'est plus nécessaire, ce qui donne au médecin légiste un pouvoir d'une extension plus considérable.

Voilà pour les cas de flagrant délit. Le pouvoir du Procureur de la République se limite strictement à ces cas.

Au cours d'une information régulière, qu'il s'agisse d'une plainte, d'une dénonciation ou d'un procès-verbal, c'est au juge d'instruction à commettre les experts chargés d'examiner le corps du délit et, si besoin est, de pratiquer l'autopsie du cadavre.

Le juge d'instruction les commet par ordonnances. Ces ordonnances ne sont pas notifiées aux experts. Ceux-ci sont avisés sans frais de leur nomination. L'expert doit aussitôt se rendre dans le cabinet du juge d'instruction et prêter serment. Un procès-verbal est dressé.

Dans les cas de mort violente, et en cas d'urgence le juge d'instruction peut choisir un médecin en dehors de la liste.

Lorsque le juge d'instruction estime qu'il y a des charges suffisantes contre l'inculpé il rend une ordonnance de transmission au Procureur général qui fait un rapport dans les dix jours. Ce rapport est transmis devant la Chambre des mises en accusation. La Chambre des mises en accusation, dès qu'elle se trouve saisie, peut, elle aussi, à l'égal du

juge d'instruction, ordonner si elle le juge nécessaire des expertises avant de se prononcer. C'est ce qui résulte du « droit d'informer » que lui donne l'article 235 du Code d'instruction criminelle.

Article 235 :

Dans toutes les affaires, les Cours d'appel, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, peuvent d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer et faire statuer ensuite ce qu'il appartiendra ».

Même si la Chambre des mises en accusation n'a pas usé de son droit, le Conseiller par elle commis pour procéder à un supplément d'information peut, de par la loi, s'il le juge nécessaire, nommer des experts et par là même ordonner l'autopsie.

Ce droit qu'ont les Juges d'instruction et la Chambre des mises en accusation d'ordonner des autopsies est donc indiscutable. Leur rôle, si utile, qui consiste à instruire, à peser le pour et le contre, à amasser les preuves, en un mot à présenter aux Assises un dossier complet de l'affaire, n'aurait plus sans ce droit de raison d'être. Il leur est indispensable. De plus les expertises médico-légales demandent en général, nous pouvons même dire, toujours, à être pratiquées, si ce n'est sitôt le décès, du moins dans les quelques jours qui le suivent. Plus on attend, plus le cadavre entre en dé-

composition, plus les expertises sont difficiles. Aussi, dans la majorité des cas, est-ce à ce stade de l'enquête que se pratiquent les autopsies, et est-ce au Juge d'instruction à les ordonner.

Cependant la Cour d'assises, bien qu'elle statue sur les délits et crimes souvent que six ou huit ou dix mois après le jour où ils furent commis, peut, elle aussi, ordonner des expertises médico-légales. Le Code d'instruction criminelle donne, au Président de la Cour d'Assises, le droit de procéder, soit par lui-même, soit par une commission rogatoire, aux différents actes qui peuvent lui paraître nécessaires ou utiles pour compléter l'instruction, à partir de l'arrêt de l'envoi devant la cour d'assises, jusqu'au moment où s'ouvrent les débats. Il peut notamment ordonner et prescrire une exhumation.

Article 268 du Code d'instruction criminelle.

« Le président de la Cour d'Assises est investi d'un « pouvoir discrétionnaire », en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et conscience, d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation ».

Cette disposition se trouve complétée par l'article 269 du Code d'instruction criminelle qui porte que le président de la Cour d'Assises « pourra, dans le cours des débats, appeler même par mandat d'amener, et entendre toute personne, ou se faire

apporter toute nouvelle pièce qui lui paraîtrait, d'après de nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté ».

Il résulte même des articles 276 et 278 du Code d'instruction criminelle que c'est la Cour d'assises qui est, seule, compétente pour statuer quand, au cours des débats, il se produit un incident contentieux sur le point de savoir si une expertise médico-légale doit ou non être ordonnée. Il arrive en effet souvent que les conclusions de la défense demandent de nouvelles expertises. La Cour ne peut les écarter « que si le point à éclairer lui semble suffisamment établi, ou si elle juge qu'une fois établi, il ne serait ni pertinent ni concluant ». (Cassation 12 juin 1846).

Citons aussi, comme susceptibles d'ordonner des autopsies, la Haute-Cour et sa commission d'instruction.

Signalons, en dernier lieu, comme jouissant des mêmes prérogatives, les juges de paix en cas d'accident du travail mortel. Ci-dessous la loi du 9 avril 1898 y ayant trait.

Loi du 9 avril 1898 (Accidents du travail).

TITRE II. — Déclaration des accidents et enquête.

ARTICLE 12. (Loi du 22 mars 1902). — Lorsque, d'après le certificat médical, produit en exécution

du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la Justice de Paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° 2°

3° La nature des lésions.

4°

ARTICLE 13. Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il pourra aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Les expertises médico-légales, bien qu'elles rendent chaque jour d'éminents services à la justice, n'en sont pas moins considérées comme de simples témoignages. Le Tribunal n'est lié en aucune façon dans son jugement par les conclusions des experts. Il condamne ou acquitte selon qu'il est moralement ou non convaincu. C'est toujours le système de la preuve morale ou de la simple conviction qui s'applique.

Le choix des médecins experts est soumis à plusieurs règles particulières.

Ainsi, ils doivent être Français, et ne peuvent être pris, hors le cas de flagrant délit, que sur des listes dressées conformément au décret du 21 novembre 1893. « Au commencement de chaque année judiciaire, et dans les trois mois qui suivent la rentrée, les Cours d'appel, en Chambre de Conseil, le Procureur général entendu, désignent sur les listes de proposition des tribunaux de première instance du ressort les docteurs en médecine à qui elles confient le titre d'expert devant les tribunaux. A la Cour d'Appel de Paris, cette désignation est faite par une assemblée composée des quatre premières chambres de la Cour (Décret du 23 juin 1900) ».

Les propositions du Tribunal et ces désignations de la Cour ne peuvent porter que sur des docteurs en médecine français, demeurant soit dans l'arrondissement du Tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'Appel. Ils doivent avoir au moins cinq ans d'exercice, ou être munis soit du diplôme de l'Université de Paris portant la mention « Médecine légale et psychiâtrie », soit d'un diplôme analogue créé par d'autres Universités. En cas d'empêchement, des médecins experts résidant dans l'arrondissement, et s'il y a urgence les magistrats, peuvent, par ordonnance motivée, commettre un docteur en médecine de leur choix (Décret du 21 novembre 1893).

En général, les experts sont choisis parmi les professeurs et les professeurs agrégés chargés de cours, les médecins, les chirurgiens, les chimistes,

les accoucheurs et les pharmaciens des hôpitaux dans les villes où siègent des Facultés, ainsi que les médecins d'hospices et d'asiles publics d'aliénés.

En résumé, la procédure de l'expertise criminelle, telle qu'elle résulte des dispositions des articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle et des solutions de la jurisprudence, tient, d'après M. J. Lacomblez, dans les quelques règles suivantes :

« 1° A part les experts-chimistes, en matière de fraudes alimentaires, et les médecins légistes, qui ne peuvent être pris que sur des listes officielles, le choix de l'autorité judiciaire est libre et il n'est pas imposé de conditions spéciales pour être expert ;

« 2° Les experts sont toujours désignés par les magistrats, à l'exclusion de l'inculpé et du plaignant ;

« 3° Ceux-ci ne peuvent récuser les experts commis ;

« 4° Le nombre des experts est, en principe, limité à un ou deux ; un troisième expert ne doit être appelé qu'au cas de désaccord ;

« 5° Ils sont convoqués par simple avertissement et l'ordonnance du juge doit, en général, être communiquée à la défense ;

« 6° Hors le cas de flagrant délit, les experts autres que les médecins ont le droit de refuser leur concours à la justice ;

« 7° Avant de procéder à leurs opérations, ils sont tenus, à peine de nullité, de prêter serment devant les magistrats qui les ont nommés. L'accomplissement de cette formalité, dont ils ne peuvent être dispensés, doit être régulièrement constaté. La prestation de serment est renouvelée si l'expert est cité devant le juge d'instruction ou aux débats pour fournir des explications sur ses travaux ;

« 8° Dans les informations ordinaires, le juge n'est pas obligé d'assister aux opérations des experts ; il lui suffit de leur donner des instructions détaillées et les renseignements nécessaires. De même, la présence des parties n'est point exigée ;

« 9° Les hommes de l'art remplissent leur mandat suivant leur méthode personnelle de travail et ils remettent ensuite à l'autorité commettante un rapport écrit ;

« 10° Une nouvelle expertise peut être ordonnée lorsque la première paraît incomplète ;

« 11° Les conclusions des experts ne lient pas les juges ».

§ 2

En Allemagne

Les expertises médico-légales sont régies par le règlement du 13 février 187» (qui n'a fait que développer, en le confirmant, les instructions mises en vigueur dans le royaume de Prusse par l'ordonnance du 15 novembre 1858), et par les articles 87 et suivants du Code de procédure pénale.

Le fonctionnement de ces expertises est réparti hiérarchiquement entre quatre autorités destinées à se contrôler l'une par l'autre.

L'autorité centrale (Ministre et commission de super-arbitres) ;

L'autorité provinciale (Médical collegium) ;

L'autorité de circonscription (Regierungs Bezirk) et l'autorité du cercle (Kreis Bezirk).

Chaque affaire est soumise, en premier lieu au médecin légiste (Physicus) assermenté près du tribunal.

S'il s'agit d'une autopsie, il doit y être procédé, en présence du juge, par deux médecins, y compris le Physicus. Il est interdit de confier cette opération au médecin qui a soigné la personne pendant sa dernière maladie :

« Néanmoins, ce médecin peut être invité à assister à l'examen du cadavre afin de donner des

renseignements sur le cours de la maladie (Code de procédure pénale. Art. 87, § 1).

Le juge peut se dispenser de convoquer un deuxième médecin s'il estime que sa présence est sans utilité (même article § 2).

Dans les cas où il serait nécessaire d'examiner un cadavre précédemment inhumé, il est permis de procéder à son exhumation (même article § 3).

Les articles 88, 89 et 90 établissent certaines prescriptions techniques fort minutieuses en matière d'autopsie.

Ensuite, le juge dresse « un procès-verbal », auquel l'expert ajoute ses « Conclusions sommaires », à moins qu'il ne rédige, si l'information a des suites, un rapport détaillé et complet. Le dossier est transmis au « Medicinal Collegium », composé de quatre à six membres, qui examinent tous les faits, et formulent les résultats de cette dernière expertise.

Lorsque des doutes subsistent, ou que de nouvelles contestations s'élèvent encore, on a recours à une troisième juridiction (Wissenschaftliche Deputation), dont le siège est à Berlin. L'affaire est étudiée à nouveau et on établit, en dernier ressort, un troisième mémoire, qui est envoyé au « Physicus » chargé de la défendre à l'audience.

Le choix des experts à appeler appartient au Juge. C'est lui qui fixe leur nombre. S'il existe, dans la localité, des « experts commissionnés officiellement », le juge ne peut, sauf circonstances parti-

culières, appeler d'autres personnes (Code de procédure pénale, article 73).

De par la loi, l'inculpé peut demander que les experts qu'il est dans l'intention de produire, au cours des débats, soient cités à comparaître, au jour où doit avoir lieu l'autopsie. Si la demande est rejetée par le juge, il peut les faire citer lui-même (art. 193, § 1). Les experts, cités par l'inculpé, sont admis à prendre part au constat et aux opérations d'instruction nécessaires, « pourvu que leur présence ne soit pas de nature à entraver la mission des experts commis par le juge » (même article § 2).

L'accusé doit communiquer, en temps utile, au ministère public, les noms ainsi que le domicile ou la résidence des experts cités directement par lui ou qui seront produits au cours des débats (art. 221 § 1).

Ces experts, qu'ils soient cités par les juges ou par l'inculpé, doivent, avant de faire leur rapport, prêter serment, comme en France, de donner leur avis avec impartialité et en toute science et conscience (article 79, § 1 et 328).

§ 3

En Autriche

Lorsque le décès est présumé avoir été le résultat d'un crime ou d'un délit, il doit être procédé, avant l'inhumation, à l'examen et à l'autopsie du cadavre.

Si l'inhumation a eu lieu, le corps doit être exhumé à cet effet, lorsque les circonstances permettent de penser qu'il y a encore utilité à le faire et que l'exhumation ne présente aucun danger pour la santé des personnes qui procéderont à l'examen du corps (article 127, § 1).

Avant de commencer l'autopsie, il doit être dressé « description exacte du corps » et l'identité doit être établie par l'audition de témoins ayant connu le défunt.

Il est procédé à la visite du corps et à l'autopsie par deux hommes de l'art. Le médecin qui a traité le défunt dans sa dernière maladie est appelé pour être présent à la visite, lorsque cette mesure est utile et n'occasionne pas de retard (Article 128).

Le choix des experts appartient au Juge d'Instruction. S'il existe des experts désignés près des tribunaux, il n'en peut être pris hors de cette liste que s'il y a urgence, ou si les experts sont retenus par des circonstances particulières.

Les experts doivent prêter serment. Si leurs rapports diffèrent notablement, ou s'ils sont « obscurs, sans précision et contradictoires », et si une seconde audition ne lève pas les difficultés, le juge d'instruction peut ordonner une nouvelle expertise et nommer à cet effet soit les mêmes experts, soit des experts nouveaux (Article 125).

CHAPITRE III

Le Droit d'Autopsie dans les Hôpitaux et Hospices

§ I

En France

La première circulaire de l'Assistance Publique ayant trait aux autopsies dans les hôpitaux et hospices de Paris date du 3 décembre 1834. Nous n'avons pas trouvé dans ses précédents arrêtés et décrets d'article les concernant.

Voici cette ordonnance :

ARTICLE 3 :

Les professeurs de cliniques et les chirurgiens dans les hôpitaux et hospices pourront procéder à l'ouverture de tous les corps, mais ils ne devront pas se livrer aux travaux de dissection.

ARTICLE 4 :

Les médecins et chirurgiens des hôpitaux autres que les professeurs de cliniques ne pourront faire l'autopsie que de la moitié des personnes décédées dans les divisions confiées à leurs soins du moins pendant la durée des travaux dans les hôpitaux.

ARTICLE 5 :

Les corps réclamés par les familles seront toujours rendus. Ils ne compteront point dans la moitié abandonnée à Messieurs les médecins et chirurgiens pour les autopsies.

ARTICLE 8 :

Les autopsies ne pourront être faites que 24 heures après le décès.

Cette ordonnance ne faisait que confirmer et donner une base légale à des usages et à des coutumes qui avaient cours depuis près d'un siècle et à l'Hôtel-Dieu et dans les autres hôpitaux et hospices de Paris.

Le 10 novembre 1841, sans que rien ne fasse prévoir une telle décision, sans doute pour des raisons d'humanité, le Conseil Général des Hospices décide que : « désormais, les médecins et chirurgiens des hôpitaux ne pourront ouvrir les cadavres des personnes réclamées par leurs familles qu'autant que les parents auront délivré par écrit leur consentement ».

Cet arrêté eût très probablement été mis en vi-

gueur si Mathieu Orfila n'avait siégé alors au Conseil Général des Hospices. Orfila avait été nommé à ce haut poste au mois de juillet 1832 par Louis-Philippe en remplacement du baron Antoine Portal décédé depuis peu. « Cette nomination, dit-il en son autobiographie, me fit un plaisir extrême, d'abord parce que je ne l'avais pas sollicitée, mais surtout parce qu'elle me faisait présager une conciliation et je dirais presque une entente cordiale entre deux corps : la Faculté et le Conseil des Hospices, qui avaient été souvent en discussion jusqu'alors ».

Mathieu Orfila se faisait des illusions. Son contentement fut de courte durée.

« Je ne savais pas au juste en ce moment, dit-il, combien ma manière de voir en fait d'enseignement différait de celle de mes nouveaux collègues, ni quels obstacles j'aurais à vaincre pour la favoriser. Pour moi, je voulais le progrès, la propagation des lumières si nécessaires aux chefs de service et aux étudiants. Pour l'administration, c'était tout le contraire : il ne fallait songer qu'à une question d'humanité qui peut être ainsi formulée : les hôpitaux ne sont faits ni pour les médecins ni pour les élèves, mais bien pour les malades. Cela était sans doute vrai, ajoute-t-il ». Et plus loin : « Je croyais et je pense encore qu'il y a un moyen de tout concilier et que l'on peut grandement favoriser l'instruction sans cesser d'être humain et sans

blesses les familles de ceux qui ont succombé dans les maisons hospitalières ».

Toutefois, Orfila eut dans les réformes qu'il proposait au Conseil Général des Hospices souvent gain de cause. Son premier soin fut de demander que l'article du règlement qui donnait aux chefs de service le droit de signaler au Conseil les améliorations qu'il était possible d'introduire fût mis à exécution. Il l'obtint. Il obtint aussi que les épreuves du bureau central qui jusqu'alors étaient purement théoriques roulèrent aussi et presque exclusivement sur la clinique. Il déposa ensuite un projet tendant à porter à trois années au lieu de quatre la durée de l'internat afin de pouvoir donner à chaque concours, chaque année, une dizaine d'internes de plus. Son projet fut accepté.

Lorsque, le 10 novembre 1841, le Conseil Général des Hospices voulut réglementer les autopsies et ne les autoriser qu'autant que les parents des personnes décédées dans les hôpitaux n'en eussent délivré leur consentement par écrit, Mathieu Orfila combattit par tous les moyens cette proposition.

« En demandant, dit-il, le consentement à des gens peu éclairés imbus de préjugés et ne prévoyant pas tout l'intérêt qui se rattache à l'ouverture des corps pour la science et pour l'instruction, on était à peu près certain de ne pas l'obtenir. Cette disposition rétrograde était d'autant plus fâcheuse que les refus auraient été de plus en plus nombreux à mesure que les corporations d'ouvriers qui aug-

mentent tous les jours seraient venues réclamer les corps d'une foule de malheureux qu'ils voulaient faire inhumer ».

La résistance de Mathieu Orfila fut vaine. Il succomba.

Il envoya aussitôt sa démission de membre du Conseil Général des Hospices. Voici la lettre qu'il écrivait alors au Préfet de la Seine.

Paris, 15 décembre 1841.

« Monsieur le Préfet,

« J'ai prié le Conseil Général des Hospices dans la séance de ce jour, d'examiner à nouveau la question relative aux autopsies des cadavres dans les hôpitaux. J'ai présenté les arguments qui me paraissaient de nature à devoir provoquer la révocation d'un arrêté funeste à l'enseignement et à la science. J'ai supplié mes collègues de laisser les choses comme elles étaient au commencement de novembre dernier en leur démontrant, suffisamment je crois, que l'Administration par les règles qu'elle s'était tracées témoignait assez de déférence et de respect pour le vœu des parents qui se refusent à l'ouverture des cadavres qu'ils réclament.

« Mes efforts ont été infructueux.

« Dans cette situation quel que soit le regret que j'éprouve à me séparer de collègues que j'honore et qui m'ont donné tant de preuves d'estime et de bienveillance, il ne m'est pas possible de continuer à m'associer à leurs travaux. Je viens, en consé-

quence, vous prier de vouloir bien agréer ma démission de membre de Conseil Général des Hospices.

« Veuillez croire, Monsieur le Préfet, etc... »

Le Préfet de la Seine refusa cette démission.

Mais Mathieu Orfila ne se tenait pas pour battu. Le 17 décembre il réunit la Faculté de Médecine et la met au courant de sa démission et des raisons qui l'ont motivée. Il obtient de ses collègues des hôpitaux qu'un Mémoire soit adressé au ministre de l'Intérieur qui était alors M. Duchatel pour lui faire connaître tout ce qu'il y avait de regrettable dans l'arrêté du Conseil Général des Hospices et pour le prier de bien vouloir ne pas lui donner sa sanction.

Le Mémoire est envoyé.

Le lendemain il paraissait dans la *Gazette Médicale de Paris* l'article suivant :

« Une discussion grave s'est élevée dans le Conseil Général d'Administration des hôpitaux sur la question des autopsies. Il s'agirait d'interdire aux médecins la faculté d'ouvrir les cadavres des sujets réclamés à moins d'une autorisation positive demandée aux parents et accordée par eux.

Cette mesure qui porterait atteinte aux intérêts de la science a trouvé dans le Conseil une opposition très vive. On assure que malgré les protestations d'une forte minorité M. Orfila voulant décli-

ner toute solidarité aurait envoyé sa démission de membre du Conseil.

Le Conseil peut faire droit à de légitimes réclamations sur certains abus que tous les hommes impartiaux reconnaîtront avec lui, mais il est trop prudent pour appliquer un principe consacré par une longue expérience des réformes qui ne doivent s'adresser qu'à quelques inconvénients d'application ».

L'arrêté du Conseil des Hospices souleva dans le monde médical d'unanimes réserves. La presse s'empara de l'incident. Le préfet de la Seine ému, appréciant toute la gravité de cette mesure, ordonna alors de surseoir à son exécution jusqu'à ce que M. Duchatel, ministre de l'Intérieur, ait statué.

La Gazette Médicale de Paris rapporte en ces termes la séance de l'Académie de Médecine du 28 décembre :

M. Londe. — « Vous connaissez, messieurs, l'arrêt récent par lequel le Conseil d'administration des hôpitaux a interdit aux médecins le droit de faire l'autopsie des sujets réclamés à moins d'une permission délivrée par les parents. Vous savez que des demandes ont été faites par la Faculté de Médecine pour obtenir du Conseil et du ministre de l'Intérieur la révocation de cette décision. Je crois qu'il y aurait opportunité à ce que l'Académie profitât de l'époque du premier de l'an pour adresser aussi ses réclamations au ministre ».

M. Renoult. — « Je ne pense pas que l'Académie ait le droit de prendre l'initiative dans cette circonstance ».

M. Chervin. — « L'Académie est instituée pour s'occuper de tout ce qui peut intéresser la science et la santé publique. La question actuelle est on ne peut plus grave et rentre tout à fait dans nos attributions ».

Et une discussion s'engagea.

Finalement le président de l'Académie qui était alors M. Barthélemy conclut de la sorte :

Le Président. — « La proposition qui réunit le plus de suffrages est celle par laquelle on demande que le Conseil d'Administration de l'Académie s'adresse au ministre de l'Intérieur pour obtenir la révocation de l'arrêté pris par le Conseil Général des Hôpitaux ».

Cette proposition est votée à l'unanimité.

Bien que le Préfet de la Seine n'eût pas accepté la démission d'Orfila, Mathieu Orfila ne parut pas au Conseil des Hospices tant que le ministre de l'Intérieur n'eut pas statué sur l'affaire.

« Je tenais, dit-il, toujours en son autobiographie à protester par mon absence contre une des mesures les plus déplorables, tout en agissant auprès de l'administration supérieure, avec une persévérance qui ne se démentait pas. »

Finalement, Orfila eût gain de cause. Le ministre accueillit ses réclamations ainsi que celles de la

Faculté et de l'Académie de Médecine. Il décida qu'à l'avenir les administrations hospitalières auraient le droit de faire procéder aux autopsies sauf lorsque les familles en réclamant le corps, manifesteraient « formellement » et « spontanément » la volonté qu'elles ne fussent pas pratiquées.

Voici les principaux passages de la lettre de M. Duchatel, ministre de l'Intérieur au préfet de la Seine :

« Paris, le 31 janvier 1842.

Monsieur le Préfet,

Vous m'avez informé, le 29 décembre dernier, que le Conseil Général de l'Administration des Hospices avait pris, le 10 novembre précédent, une délibération pour interdire aux médecins et chirurgiens attachés à ces établissements, de faire l'autopsie des corps des indigents qui y décéderaient et qui seraient réclamés par leurs familles pour être enterrés à leurs frais à moins que ces familles n'y eussent consenti par écrit.

« En droit rigoureux, je ne crois pas qu'on puisse contester à l'administration publique la faculté d'autoriser ou de prescrire l'autopsie des personnes décédées dans les hospices. En France, la charité si largement pratiquée a pourtant ce caractère essentiel qu'elle n'est nullement obligatoire pour le gouvernement. Dès lors, la loi ne reconnaît à l'indigent aucun droit positif au secours public et dès lors aussi, par une conséquence naturelle, l'Admi-

nistration est parfaitement maîtresse d'imposer à son bienfait telles conditions qu'elle juge convenables pourvu que ces conditions n'aient d'ailleurs rien de contraire aux lois et à la morale.

« Or, les autopsies ne sont en aucune circonstance prohibées par la loi. Elles n'ont évidemment rien de contraire à la morale publique puisque à part même le cas où elles sont requises par l'autorité judiciaire on voit un grand nombre de familles réclamer cette opération qui, dans nos mœurs devient d'autant plus habituelle qu'il s'agit des corps des personnes les plus illustres.

« Un règlement hospitalier aurait donc incontestablement le droit de stipuler que l'Administration se réserve le droit de faire opérer l'autopsie de tout individu décédé dans l'établissement. Ce ne serait là qu'une condition librement acceptée par l'indigent par le seul fait de son entrée dans l'hôpital. Voilà pour le droit strict, je dirai plus loin comme il doit être limité.

« Quant au fait de l'autopsie en lui-même il est incontestable que les autopsies sont de la plus haute utilité sous le rapport de la science, qu'elles le sont même pour les familles qu'elles permettent de prémunir contre les affections héréditaires ou qui pourraient le devenir et que les autopsies ont encore cet avantage qu'en l'éclairant sur la nature précise des maux auxquels les malades ont succombé, elles forcent les praticiens à des soins plus constants, à des examens plus attentifs, car ils ne veu-

lent pas avoir à rougir devant leurs émules et devant leurs élèves des erreurs qu'ils auraient commises et de leurs suites funestes.

« Mais s'il est impossible, Monsieur le Préfet, de nier les conséquences avantageuses des autopsies, il faut également reconnaître qu'il existe dans la population indigente un sentiment de répugnance pour ces opérations, sentiment qui, peut-être, est mal éclairé, mais qui prend cependant sa source dans ce qu'il y a de plus sacré, le respect religieux des morts, et j'ajoute que ce qui a pu l'accroître encore c'est le peu de décence qu'on observe souvent dans l'ouverture des corps.

« Il m'a semblé qu'il y avait là divers intérêts à concilier et je n'ai pas cru que l'administration dût autoriser d'une manière générale l'autopsie des personnes décédées dans les hospices au mépris du vœu hautement manifesté de la famille qui réclame le corps pour le faire inhumer. Mais il faut que ce vœu soit formellement et spontanément exprimé, car il constitue l'exception et l'autopsie doit demeurer la règle dans l'intérêt, bien entendu, des malades eux-mêmes et de la science.

« Mais, je n'ai pas cru devoir approuver la disposition de la délibération du Conseil qui exigeait le consentement exprès des familles. Cette formalité équivaldrait presque à l'interdiction des autopsies. Il tournerait contre l'intérêt de la science, l'indifférence même des parents, puisque ceux-là même qui auraient le moins répugné à laisser faire

l'autopsie des corps réclamés par eux n'accorderaient le plus souvent pas un consentement auquel rien ne les déterminerait. Et ici, Monsieur le Préfet, j'ajouterai que ce serait peut-être inspirer la pensée d'une hideuse spéculation et donner lieu au scandale des parents trafiquant à prix d'argent de l'autorisation d'une autopsie qu'un praticien aurait jugée utile à ses études.

« J'ai donc pensé qu'il fallait s'en tenir à l'ordre suivi jusqu'à présent et à déclarer que l'autopsie aura lieu de droit, sauf le cas où la famille, en réclamant le corps, aurait expressément fait connaître son opposition au directeur de l'hôpital.

« Encore, Monsieur le Préfet, cette opposition ne sera-t-elle reçue que sans préjudice du droit réservé à l'Administration de faire procéder à l'autopsie dans le cas où elle serait exigée par l'intérêt public. Et, à cet égard, je citerai en premier lieu les mesures que commanderait la médecine légale, ensuite les recommandations des diverses autorités chargées de veiller sur la santé publique, enfin les cas où les observations des praticiens les auraient amenés à soupçonner que des violences ou des tentatives de crimes ont causé des maladies dont la terminaison aurait été fatale.

« Cette décision, Monsieur le Préfet, me paraît concilier tous les intérêts, et je pense qu'elle dissipera les craintes, exagérées d'ailleurs, que le corps médical avait exprimées.

« Recevez, Monsieur le Préfet, etc...

Trois jours après, Mathieu Orfila retourna siéger au Conseil Général des Hospices.

Le Conseil, loin de se soumettre à l'arrêté ministériel, nomma une commission composée de MM. Orfila, Aubé et Pérignon, en la chargeant d'adresser de nouvelles observations à l'autorité supérieure pour obtenir la révocation de la lettre de M. Duchatel.

Mathieu Orfila pensa donner sa démission à nouveau, finalement il prit le parti de laisser sommeiller l'affaire et de ne pas convoquer la commission. Les choses en restèrent là.

« Je savais, dit-il, par une expérience de dix années, que dans cette administration on manque de suite, que l'on oublie souvent et que l'on ne mène pas à fin bon nombre de projets ».

En fin de compte, le Conseil Général des Hospices se soumit et prit en sa séance hebdomadaire du 6 avril 1842 l'arrêté suivant :

ARTICLE 1^{er}. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance de police du 25 novembre 1834, toute dissection et toute manœuvre chirurgicale sur le cadavre continueront à être interdites dans les hôpitaux et hospices.

ARTICLE 2. — Il y aura dans chaque établissement une salle destinée exclusivement aux autopsies.

Ces autopsies ne pourront être faites que par le médecin, le chirurgien ou, en sa présence et sous sa

direction immédiate, par ses élèves. Elles ne seront jamais pratiquées que sur les sujets décédés dans le service du médecin ou du chirurgien qui y procédera.

ARTICLE 3. — Les professeurs de cliniques et les chirurgiens dans les hôpitaux et hospices pourront procéder, sauf les cas prévus par l'article suivant, à l'ouverture de tous les corps des personnes décédées dans leurs divisions respectives, mais ils ne devront pas se livrer aux travaux de dissection.

ARTICLE 4. — Les corps réclamés par les familles ne pourront pas être ouverts lorsqu'elles auront « formellement et spontanément » exprimé au directeur de l'Etablissement le vœu qu'il ne soit pas procédé à leur autopsie. Cette opposition sera immédiatement mentionnée sur le registre de Destination des corps.

Cette opposition des familles ne sera du reste que sans préjudice du droit réservé à l'Administration de faire procéder à l'autopsie des corps dans les cas où elle serait obligée par l'intérêt public.

Savoir :

Suivent textuellement les mesures citées par le ministre de l'Intérieur. Nous ne les transcrivons pas à nouveau.

Et l'arrêté reprend :

« Dans ces diverses circonstances, les chefs de service déclareront par écrit, en marge de l'opposi-

tion des parents, quelles sont les causes pour lesquelles ils estiment qu'il doit être procédé à l'autopsie malgré l'opposition des parents et que les autorisations nécessaires doivent être en conséquence réclamées.

Pour l'obtention de ces autorisations, sur l'avis qui lui en sera immédiatement donné par le chef de l'établissement, il en sera référé par un des membres de la commission administrative au Procureur de la République dans les cas où la justice devra en connaître et pour ce qui intéresse la santé publique à M. le Préfet de Police chargé de veiller à tout ce qui pourrait y porter atteinte.

ARTICLE 5. — Les médecins des hôpitaux et hospices qui ne sont pas professeurs de cliniques de la Faculté de Médecine ne pourront, pendant la durée des travaux d'anatomie dans les amphithéâtres d'anatomie et de dissection faire l'autopsie que du tiers des corps des personnes décédées dans leur salle, en se conformant toutefois pour les corps réclamés, aux dispositions de l'article précédent.

Les corps qui seront rendus aux familles ne compteront pas dans ce tiers réservé à MM. les médecins pour les autopsies.

ARTICLE 6. — Les autopsies ne pourront être faites que 24 heures après le décès.

ARTICLE 7. — On se bornera autant que possible à l'exploration des organes dont l'étude paraîtra indispensable.

MM. les médecins et chirurgiens n'oublieront pas que les plus hautes convenances leur imposent le devoir de veiller à ce que cette opération soit toujours faite avec la plus grande décence. Aucune partie des corps ne pourra être emportée, sauf toutefois le cas où, l'autopsie ayant été demandée par ordre du Procureur de la République ou de M. le Préfet de la Seine, ainsi qu'il est dit à l'article 4, le praticien jugerait la représentation d'organes nécessaires dans les investigations ultérieures.

Nous avons cité cet article *in extenso* car bien qu'il date du 6 avril 1842 et que l'assistance publique ait, depuis lors, fait paraître bon nombre de règlements et de décrets, ses idées directrices et leur libellé se retrouvent, à peu de chose près, tels quels dans la dernière circulaire de M. Mourier (avril 1927).

Nous allons reprendre un à un ces différents articles, tâcher d'expliquer leur raison d'être, et indiquer, chemin faisant, s'il y a lieu les légères retouches qu'ils subirent durant le XIX^e siècle.

ARTICLE 1^{er}. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance de police du 25 novembre 1834, toute dissection et toute manœuvre chirurgicale sur les cadavres continueront à être interdites dans les hôpitaux et hospices:

Cet article, en séparant définitivement les autopsies des dissections (ces deux mots avaient été pen-

dant longtemps synonymes, et ce fut Tourdes qui le premier donna au mot autopsie sa véritable signification en déclarant que loin d'être une mutilation, elle constituait, pour le cadavre, l'équivalent de la visite pour le vivant), mettait au point une question d'hygiène sociale.

A part les amphithéâtres des écoles de chirurgie et des salles réservées des hôpitaux et hospices où les professeurs enseignaient toutes portes ouvertes, il n'y avait pas pour les étudiants de laboratoires spéciaux organisés à cet effet. Aussi, était-ce dans leurs chambres, dans des coins de grenier, qu'ils disséquaient les cadavres. Rien n'était plus infect que ces locaux privés situés sous les combles de misérables maisons ayant jour sur des rues étroites et fangeuses et ne recevant jamais ni lumière ni soleil. Les détritrus, les débris de toutes sortes étaient jetés à la voirie ou brûlés dans de grands poêles de fonte que les os et les matières grasses entretenaient en activité pendant six mois de l'année et qui dégageaient une odeur pestilentielle. C'est en vain que les arrêtés (3 vendémiaire, an VII) et que des ordonnances de police (1^{er} brumaire an X) cherchèrent à réglementer et à assujettir à des autorisations spéciales ces amphithéâtres de fortune. Vers le commencement du XVIII^e siècle, la tendance de l'autorité à centraliser, pour les mieux surveiller ces divers laboratoires, se décèle par la création de pavillons à la Faculté de Médecine (1803). Vers la même époque, le Conseil de salu-

brité qui venait d'être institué, se faisant l'écho des plaintes incessantes et de la population et de la police, formule explicitement et à diverses reprises l'impérieuse nécessité de cette centralisation. En 1812, l'Assistance Publique établit à la Pitié des salles de dissection et le 15 octobre de la même année, parut une ordonnance supprimant définitivement les amphithéâtres privés ainsi que ceux des hôpitaux et hospices, ces derniers furent rétablis en 1817 pour disparaître définitivement sous la prescription de l'ordonnance du 25 novembre 1834.

Voici cette ordonnance :

ARTICLE 1^{er}. — « Il est défendu d'ouvrir à Paris aucun amphithéâtre particulier, soit pour professer l'anatomie ou la médecine opératoire soit pour faire disséquer ou manœuvrer sur le cadavre des opérations chirurgicales ».

ARTICLE 2. — « Il est également défendu de disséquer et de manœuvrer ces opérations sur le cadavre dans les hôpitaux, hospices, maisons de santé, infirmeries, maisons de détention et en quelque autre localité que ce soit. Les amphithéâtres actuellement existant dans les hôpitaux et hospices sont supprimés ».

ARTICLE 3. — Les dissections et exercices sur l'anatomie et la chirurgie ne pourront être faits que dans les pavillons de la Faculté de Médecine et dans l'amphithéâtre des hôpitaux établi sur l'emplacement de l'ancien cimetière de Clamart ».

Ce sont ces trois articles qui fondus, condensés en un seul, devinrent l'article 1^{er} de l'arrêté du Conseil Général des hospices du 6 avril 1842.

ARTICLE 2^o. — « Les autopsies ne pourront être pratiquées que sur des sujets décédés dans le service du médecin ou du chirurgien qui y procédera ».

Cet article, tel le précédent, mettait au point une question jusqu'alors fort litigieuse.

En spécifiant que les chefs de service ou à défaut leurs élèves n'auraient le droit de pratiquer en tant qu'autopsies que celles des malades morts à l'hôpital, l'arrêté tenait à mettre en garde les administrations et à différencier nettement de ces derniers, les moribonds, les morts amenés dans les hôpitaux et hospices, à la suite d'un accident, d'un suicide ou d'un crime. Leurs dépouilles, de par la loi, appartiennent en effet, non à la Faculté, mais à la Justice.

Témoin cette histoire survenue en 1896 :

Une femme morte subitement dans la rue est transportée dans un hôpital. La direction laisse pratiquer son autopsie. Le mari l'apprend et, sachant on ne sait comment que l'administration était dans son tort, lui demande des dommages-intérêts. Ils lui sont accordés.

Voici l'arrêté :

« Attendu :

« 1^o Que la Direction de l'hôpital ne pouvait avoir aucun droit sur le corps d'une personne décédée

hors de l'établissement et qu'elle avait commis une faute engageant sa responsabilité, en laissant pratiquer une autopsie sur ce corps, et ce, d'autant que le règlement de l'hôpital ne prévoyait expressément l'autopsie que des personnes décédées dans l'établissement.

« 2° Que l'époux survivant était fondé à demander réparation du préjudice moral à lui causé par l'autopsie : car il est de jurisprudence que le droit de décider des conditions et du lieu de sépulture appartient, en principe, de préférence à tout autre parent, au conjoint survivant.

« 3° Que le droit du réclamant à une indemnité existait, même au cas où il ne serait pas prouvé qu'il se serait opposé formellement à l'autopsie, uniquement en raison de la circonstance spéciale que la défunte n'était pas morte à l'hôpital,

« CONDAMNE....

« etc... »

Les directeurs d'hôpitaux et hospices doivent, en cas de mort violente d'un de leurs pensionnaires, observer la même réserve et surseoir à toute autopsie. Ci-dessous une circulaire du Procureur de la République au préfet de la Seine parue le 7 juin 1876 et mettant au point cette question.

« Aux termes des articles 81 et 82 du Code Civil, lorsqu'il y a mort violente, l'inhumation ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Procureur de la République. MM. les directeurs d'hôpitaux doivent,

en pareil cas, prévenir le commissaire de police du quartier ou le commissaire de police qui a fait transporter le malade à l'hôpital. Cet officier de police judiciaire dresse un procès-verbal qui est soumis à l'un des substituts. Nous statuons au Parquet sur ces sortes d'affaires sans aucun retard. Si mon substitut estime que l'autopsie est nécessaire, il commet un homme de l'art pour procéder à cette opération ; s'il pense qu'il n'y a pas lieu de pratiquer une autopsie, il délivre un permis d'inhumer. Ce permis est remis au directeur de l'hôpital qui peut alors, sans inconvénient, laisser le corps du défunt à la disposition des médecins, à moins qu'il n'y ait une réclamation de la part de la famille ».

L'interdiction portée par la loi de toucher au corps des personnes décédées à l'hôpital lorsqu'il y a eu mort violente ne saurait être plus formelle.

ARTICLE 3. — « Les professeurs de clinique, les médecins et les chirurgiens des hôpitaux pourront procéder à l'ouverture de tous les corps des personnes décédées dans leurs services, mais ils ne devront pas se livrer aux travaux de dissection ».

Cet article n'a pas besoin de commentaire. Il confirme le premier.

ARTICLE 4. — « Les corps réclamés par les familles ne pourront être ouverts lorsqu'elles auront spontanément et formellement exprimé au directeur de l'établissement le vœu qu'il ne soit pas procédé à leur autopsie ».

Que les corps des défunts appartiennent à leur famille, cela est hors de doute. Le code pénal, dans son article 14 des peines en matière criminelle, ordonne même que les corps des suppliciés soient délivrés à leurs familles si elles le réclament, à charge pour elles de les faire inhumer sans aucun appareil.

Avant toute chose, en cas de décès, la famille, avant que de décider si oui ou non elle acceptera l'autopsie, se doit, en interrogeant et ses souvenirs et les papiers du défunt, rechercher s'il n'a pas manifesté d'une manière ou d'une autre un désir concernant ses propres funérailles.

Les trois règles suivantes semblent aujourd'hui définitivement admises, et consacrées par les Tribunaux :

1° Le corps de l'homme constitue sa propriété exclusive ;

2° L'homme a, seul, le droit de disposer de son corps par acte de dernière volonté. Sa volonté sur ce point fait loi et s'impose à tout le monde. (Tout homme peut donc, de son vivant, demander ou interdire après sa mort son autopsie ou son embaumement).

3° Quand l'homme n'exprime aucune volonté relativement à son mode de sépulture, c'est au parent le plus rapproché dans l'ordre naturel des affections et, dans l'espèce que nous examinons, c'est au conjoint survivant qu'il appartient, à l'exclusion de tous les autres parents ou héritiers, de régler les funérailles du conjoint décédé. En l'absence d'une mani-

festation expresse du défunt, on présume en effet, que le conjoint survivant, dans les cas ordinaires (et à moins de circonstances destructives) fût le seul confident et le seul dépositaire de ses dernières volontés.

L'ordre hiérarchique des affections, en ligne collatérale, se trouvant en quelque sorte calqué sur l'ordre successoral, la marche à suivre ne présente aucune difficulté. En cas de litige entre parents ayant des droits égaux, entre conjoints, entre père et mère, frères et sœurs, neveux et nièces, oncles et tantes, la solution la plus prompte est de recourir à l'arbitrage des tribunaux. L'administration hospitalière saisit le Président du Tribunal Civil en introduisant un référé d'heure à heure.

A défaut de famille les amis du défunt ont le droit de venir réclamer le corps, s'ils s'engagent à payer les frais de l'hospitalisation (Lettre ministérielle du 12 janvier 1874).

Ceci dit si la famille hésite et ne sait encore au juste si elle donnera oui ou non son consentement à l'autopsie quelle est l'attitude que doivent avoir alors les directeurs d'hôpitaux et hospices ?

Ont-ils le droit, s'ils savent que l'autopsie du cadavre est vivement désirée par le chef de service, d'influencer la famille et de faire en sorte qu'elle accepte ; peuvent-ils au contraire, pour une raison ou pour une autre, soit par altruisme ou principes, provoquer son opposition ?

Voici la réponse à ces questions. Nous l'avons trouvée dans une circulaire ministérielle datée du 15 juillet 1850.

« Messieurs les Directeurs,

« Comme il s'est élevé plusieurs fois des difficultés sur l'exécution des dispositions arrêtées par le Conseil Général des Hospices relativement aux autopsies, nous avons, ainsi que M. le Préfet de la Seine et le Conseil de surveillance, pensé qu'il était nécessaire de rappeler à MM. les directeurs l'esprit dans lequel ces dispositions ont été conçues et la manière dont elles doivent être exécutées.

« L'Administration, en se croyant obligée, de respecter le vœu des familles, quant au refus de l'autopsie, est loin de méconnaître les intérêts de la science. Elle désire, au contraire, les servir de tout son pouvoir et contribuer à ses progrès autant qu'il est en elle de le faire. C'est sa volonté formelle, comme c'est sa mission et son devoir.

« Pour vous associer à sa pensée, Messieurs, vous devez toujours laisser les familles à leur spontanéité et vous abstenir de provoquer leur opposition à l'autopsie cadavérique. Il est même à propos que vous vous efforciez, au besoin, d'exercer sur leur détermination une légitime influence en leur faisant comprendre que les investigations médicales sont autant dans leur propre intérêt et dans celui de l'humanité que dans l'intérêt de la science. Insister avec mesure, mais sans rien exiger ni imposer, sera

souvent le moyen de vaincre des résistances irréfléchies et de faire prévaloir les conseils de la raison.

« Et après ces tentatives de conciliation, lorsque la volonté des familles se sera formellement prononcée pour un refus, vous devez vous y conformer, et faire mettre à part les corps ainsi réclamés.

L'ARTICLE 4^e ajoutait que cette opposition des familles ne serait valable que, réserve faite, du droit octroyé à l'administration de faire procéder à l'autopsie des corps dans le cas où elle semblerait exigée par l'intérêt public. A côté des mesures que commande la médecine légale, mesures que nous avons étudiées précédemment et qui ne laissent place à aucune contestation, il faut citer toutes celles qui, de près ou de loin, intéressent et la santé publique et l'hygiène sociale. Tout chef de service peut donc, s'il le juge nécessaire, soit dans l'intérêt de la science (cas unique, cas mortel d'étiologie encore obscur et qu'une autopsie serait susceptible d'éclairer) soit dans l'intérêt de la masse (épidémies), passer outre l'opposition des familles et ouvrir les corps réclamés, non sans en avoir, au préalable, demandé l'autorisation au préfet de police. En province c'est au Préfet que l'administration doit s'adresser. Le Préfet de police refuse rarement ces autorisations, surtout lorsqu'elles lui sont demandées par d'éminents praticiens, aussi les chefs de service ont-ils pratiquement le droit d'ouvrir tous les corps de leurs malades. Théoriquement, ils ne le peuvent

qu'en des circonstances exceptionnelles, leur conscience et leur probité leur faisant un devoir de respecter, exception faite toutefois des cas de force majeure, le vœu des familles.

ARTICLE 5°. — « Les médecins des hôpitaux et hospices qui ne sont pas professeurs de clinique, ne pourront, pendant la durée des travaux anatomiques dans les amphithéâtres d'anatomie et de dissection, faire l'autopsie que du tiers des cadavres non réclamés ».

La difficulté avec laquelle on se procurait alors des cadavres, difficulté qui, loin d'avoir diminué de nos jours, n'a fait que s'accroître, obligeait, et oblige encore la Faculté de Médecine, à demander aux hôpitaux et hospices, pour ses pavillons de dissection, les deux tiers des corps non réclamés par les familles des défunts. Pendant le semestre d'été les pavillons de dissection sont fermés, aussi les hôpitaux et hospices n'ont-ils, du mois de mai au mois de novembre, aucun cadavre à livrer à la Faculté de Médecine et peuvent-ils tous les garder pour les salles d'autopsie.

ARTICLE 6°. — « Les autopsies ne peuvent être faites que vingt-quatre heures après le décès ».

D'après l'article 77 du Code Napoléon, aucune inhumation (et par là même aucune autopsie et aucun embaumement) ne se peut faire que vingt-quatre heures après le décès. Ce délai doit être habituellement respecté. Toutefois une circulaire du Mi-

nistre de l'Intérieur (2 décembre 1863) spécifie qu'on pourra l'abréger en cas d'urgence, soit (autopsies médico-légales) qu'une prompte opération importe à la cause, soit (autopsies hospitalières) en cas de putréfaction cadavérique avancée ou toute autre condition préjudiciable à la santé des familles. Dans le premier cas il faut au médecin chargé de l'autopsie le consentement du juge d'instruction ; dans le second, celui du maire ou du préfet de la Seine.

En Allemagne ce délai est de vingt heures.

ARTICLE 7^o. — « Aucune partie du corps dont on aura pratiqué l'autopsie ne pourra être emportée ».

Cet article n'a pas besoin de commentaire, il se suffit à lui-même. Signalons, toutefois, qu'en cas d'autopsie demandée par le Procureur de la République, si le praticien juge une représentation d'organe nécessaire ou indispensable à des investigations ultérieures, il a le droit, l'article en question le spécifie lui-même, de prélever et d'emporter un échantillon de cet organe. A l'hôpital, les chefs de service ne peuvent prélever, lors d'autopsies, quoi que ce soit (organes ou viscères) sans une autorisation du directeur général de l'Administration.

Il ne nous reste plus, maintenant, qu'à transcrire, après l'avoir choisi dans le recueil des dispositions réglementaires des hôpitaux et hospices de Paris (avril 1927), le chapitre ayant trait aux autopsies.

Ces articles sont : comme on le verra, sensiblement les mêmes que ceux de l'arrêté du Conseil Général de l'Assistance publique du mois d'avril 1842, que nous venons d'étudier.

ARTICLE 75. — Les chefs de service peuvent faire l'autopsie des corps des malades décédés dans les divisions confiées à leurs soins dans les conditions déterminées ci-après :

Ils peuvent pratiquer l'autopsie de tous les corps réclamés par les familles, à l'exception toutefois de ceux au sujet desquels, celles-ci auraient formulé par écrit leur opposition. Ces oppositions ne sont valables que de la part des ascendants ou descendants en ligne directe, de l'époux survivant, des frères et sœurs, des oncles et tantes, des neveux et nièces.

En ce qui concerne les corps non réclamés, les professeurs de cliniques peuvent faire l'autopsie de tous les corps. Les médecins autres que les professeurs de cliniques ne peuvent faire l'autopsie que du tiers d'entre eux.

Il ne peut jamais être procédé à l'autopsie des corps des personnes qui auraient été apportés dans les hôpitaux à la suite de crimes ou d'accidents et qui auraient fait, ou pourraient faire l'objet de l'intervention d'un commissaire de police ou tout autre délégué de l'autorité judiciaire.

Les autopsies ne peuvent être pratiquées que vingt-quatre heures après le décès.

Elles sont faites sous la direction des chefs de services dans lesquels les malades sont décédés.

L'autopsie terminée, les organes qui en auront été l'objet devront être rétablis à leur place, en ce qui touche les corps réclamés par les familles ; les différentes parties incisées seront en outre réunies et cousues de manière à rendre au corps, aussi complètement que possible, les formes qu'il présentait avant l'ouverture.

Cette opération sera faite sous la surveillance et la responsabilité de l'interne attaché au service du chef qui aura procédé à l'autopsie.

Aucun organe ou pièce anatomique ne peut être enlevé au cours des autopsies sans une autorisation spéciale du Directeur Général de l'Administration.

Chacune de ces autorisations doit faire, de la part des chefs de service, l'objet d'une demande écrite et motivée, qui est transmise pour suite à donner au Directeur Général de l'Administration par les soins du directeur de l'établissement.

§ 1

En Allemagne

Les autopsies dans les hôpitaux et hospices d'Allemagne sont soumises, à peu de choses près, aux mêmes règlements et aux mêmes lois que les autopsies dans les hôpitaux et hospices de France.

Les autopsies ne sont permises par le législateur que :

1° Si elles ne sont pas contraires aux sentiments de la généralité.

2° Si les parents y sont consentants.

Nous ne reviendrons pas sur ces questions. Signalons toutefois un décret du ministre de l'intérieur du Grand-Duché de Bade (13 février 1895) qui a trait aux autopsies hospitalières et au droit pour les parents d'y mettre opposition. « La famille, si elle a de par la loi, le droit de disposer du cadavre, doit être consultée afin de savoir si elle autorise l'autopsie. Si elle refuse son consentement, l'autopsie ne doit pas être pratiquée ». Signalons encore cette ordonnance ministérielle (18 décembre 1912) réglant les autopsies dans les hôpitaux et hospices de Prusse.

L'autopsie ne sera pas pratiquée :

1° Dans les cas d'une ordonnance du juge d'instruction consignait le cadavre à sa disposition.

2° Si le défunt a, avant sa mort, exprimé ce désir vis-à-vis des médecins ou vis-à-vis des personnes qui l'ont soigné.

3° Si dans un délai de quinze heures post mortem de proches parents (époux, épouse, enfants, frères et sœurs du défunt) ont exprimé ce même désir, soit au médecin de garde, soit au chef de clinique, ou prosecteur.

Nous pourrions ainsi citer bon nombre d'autres règlements. Chaque ville régit ses hôpitaux comme bon lui semble. Toutefois, exception faite de Strasbourg (nous parlons d'avant la guerre), les villes d'Allemagne ont toutes plus ou moins calqué leurs règlements hospitaliers les uns sur les autres.

D'une manière générale, il faut pour pratiquer une autopsie :

1° Que la mort soit naturelle.

2° Que la famille y consente et que ce consentement ne soit pas contraire aux vœux et aux désirs exprimés par le défunt de son vivant.

Toutefois, comme en France, la famille a le droit de passer outre la volonté du défunt si l'autopsie lui paraît indispensable ou qu'elle soit susceptible d'aider à établir une maladie contagieuse ou toute autre maladie.

3° Qu'il se soit écoulé depuis la mort du défunt un délai de vingt heures.

A Strasbourg on pratique dans les hôpitaux et hospices les autopsies de tous les cadavres sans exception.

Voici le décret les autorisant :

1° On pourra faire les autopsies de tous les cadavres des personnes mortes à l'hôpital.

2° Si aucun intérêt spécial n'exige l'autopsie, et si les parents du défunt ont pendant les vingt première-

res heures, post mortem, manifesté le désir qu'elle n'ait pas lieu, il pourra y être renoncé.

L'article dit « il pourra y être renoncé » et non pas « il doit ».

3° Le prosecteur de l'hôpital doit pratiquer toutes les autopsies (ce n'est donc pas le chef de service qui les pratique, mais le prosecteur, chirurgien spécialisé à cet effet), il doit établir, pour chaque autopsie un protocole qui est à la disposition et du médecin traitant et de l'administration de l'hôpital.

4° Le prosecteur est nommé par le Conseil de Surveillance de l'hôpital civil.

CHAPITRE IV

Le Droit à l'Autopsie privée

§ I

Autopsie à domicile

Il n'y a pas, dans la loi française, d'articles réglementant l'autopsie à domicile. Il n'y a pas plus d'articles l'interdisant. C'est en vain que nous avons cherché des ordonnances y ayant trait. Seul, un décret de police (14 messidor an XII) en parle et l'autorise en cas d'épidémie ou de mal contagieux. « L'autopsie sera alors, dit le décret, ordonnée d'office, ou à la réquisition des médecins et chirurgiens qui auront suivi la maladie ».

Lacassagne prétend que les autopsies à domicile ne peuvent avoir lieu qu'en cas d'expertise médico-légale intéressant la justice. Cependant, elles se pratiquent depuis longtemps. Les premières datent

du XVI^e siècle. Les estampes de l'époque nous montrent des barbiers en robe longue ouvrant à la lueur des chandelles des cadavres de gentilshommes, en plein salon, au milieu des parents, des amis et des serviteurs du défunt.

Cet usage demeura longtemps en vigueur.

De nos jours, les autopsies à domicile, sans être des plus fréquentes, se pratiquent couramment, soit que la famille de la personne décédée la demande (la mort lui paraît douteuse, elle désire établir une responsabilité), soit que le défunt l'ait exigé de son vivant, espérant échapper ainsi à l'obsession d'une inhumation prématurée, ou qu'il ait fait don de son corps à une société savante dont il était membre (il existe des associations qui imposent cette condition), soit enfin qu'ayant affaire à un homme célèbre, on veuille, après sa mort, enlever son cœur et son cerveau et les conserver dans une urne. Témoin l'autopsie d'Anatole France, faite à la Béchellerie le 15 octobre 1924 par le docteur G..., de Tours.

Le silence de la loi, en ce qui concerne ces opérations, est regrettable. Il est tel, qu'un médecin, pratiquant à l'insu de tous, vingt-quatre heures après la mort, et après que l'officier d'état-civil soit venu constater le décès, l'autopsie d'un de ses malades, ne commet aucun délit pénal, mais simplement un délit administratif. Il peut ainsi céler à la justice soit un crime, soit une intervention coupable (avortement). Ce silence de la loi est d'autant plus inexplicable qu'il existe des décrets régissant les prises de

moulages, les embaumements et les incinérations, opérations infiniment plus anodines et infiniment moins mutilantes que ne le sont les autopsies.

Aussi pense-t-on, d'une manière générale, qu'il convient, si l'on désire pour une raison ou pour une autre pratiquer l'autopsie d'un cadavre à domicile, faire les démarches suivantes (ces demandes sont sensiblement calquées sur celles qui ont trait aux prises de moulages, embaumements et incinérations).

Il semble qu'elles soient nécessaires.

L'autorisation à demander est celle du Préfet de police, si l'on se trouve dans le département de la Seine ; celle du maire de la commune, si l'on est à la campagne. L'article 2 du décret ministériel du 27 avril 1889 met au point cette question :

« Si le décès, dit-il, paraît résulter d'une maladie suspecte dont la protection de la santé publique exige la vérification, le préfet peut, sur l'avis conforme et motivé de docteurs en médecine, prescrire les constatations nécessaires, voire même l'autopsie ».

Pour obtenir cette autorisation, il y a lieu de produire :

1° Un certificat médical du médecin traitant, affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle, avec confirmation par un médecin d'état-civil, ou, s'il n'en existe pas, par un médecin assermenté ;

2° La raison pour laquelle la famille demande l'autopsie ;

3° Le lien de parenté qui unissait cette famille avec le défunt et sa qualité pour pourvoir aux funérailles. (Nous avons déjà traité ces questions en des chapitres précédents, nous n'y reviendrons donc pas).

L'opération doit être pratiquée en présence du commissaire de police du quartier ou du garde champêtre. Il doit être dressé procès-verbal du nom et prénoms de la personne autopsiée, du nom et du numéro de la rue où cette personne était domiciliée, du nom de l'opérateur, enfin de la date du jour.

§ 2

Autopsie dans les Maisons de Santé

Dans les maisons de santé, les autopsies ne se peuvent pratiquer qu'après avoir obtenu l'assentiment de la famille du défunt. Si le malade décédé est sans parents, sans amis, il faut, pour ouvrir son corps, en demander l'autorisation au directeur de l'établissement, qui doit faire les mêmes démarches que s'il s'agissait d'une autopsie à domicile.

Il serait à souhaiter qu'une ordonnance ministérielle s'occupât enfin de l'autopsie privée et qu'elle lui donnât une forme légale. Ce serait mettre fin à toute fraude possible.

CHAPITRE V

Le Droit à l'Autopsie militaire

Il y a lieu de distinguer l'autopsie militaire en temps de paix et l'autopsie militaire en temps de guerre (guerre métropolitaine ou coloniale, et en cas de guerre métropolitaine : l'autopsie aux armées et l'autopsie à l'intérieur).

§ 1

En temps de paix

Les autopsies militaires en temps de paix sont régies par le décret du 25 novembre 1889 :

Section II

Réglement du Service de Santé de l'Armée à l'Intérieur

Médecin-Chef

Attributions et devoirs généraux du médecin-chef :

« Toutes les fois qu'il le juge opportun, il pratique lui-même ou fait pratiquer sous sa direction des autopsies cadavériques. Le résultat de l'autopsie, précédé de l'observation clinique, est consigné sur un registre spécial. Il ordonne les travaux anatomiques nécessaires à l'instruction et veille à ce qu'ils soient faits avec la circonspection et la décence convenables ».

Cet article est assez obscur. Que faut-il entendre par « Travaux anatomiques nécessaires à l'instruction » ? Il semble que cette formule s'applique exclusivement aux recherches anatomo-pathologiques (et par extension aux recherches de laboratoires). En effet, les dissections et la médecine opératoire sont formellement, et à juste titre, interdites dans les hôpitaux militaires, aussi ne peuvent-elles être mises en cause. Les médecins-chefs, s'ils se trouvent devant un cadavre mort par exemple de cirrhose de Laënnec, peuvent donc prélever une partie du foie et en faire des coupes pour les montrer à leurs élèves.

En pratique, il faut considérer : les cas de mort violente et les cas de mort naturelle.

En cas de mort violente (pendaison, suicide), le cadavre doit être transporté à l'hôpital et le médecin militaire doit pratiquer son autopsie. Il s'agit alors d'une véritable opération médico-légale. Son but est analogue à celui qui est poursuivi dans la vie civile, par le procureur de la République ou le juge d'instruction. L'autopsie est pratiquée par un médecin

expert s'il s'en trouve, à défaut de médecin expert, elle est pratiquée par un médecin ou un chirurgien quelconque.

En cas d'épidémie, le médecin militaire use des mêmes prérogatives.

En cas de mort naturelle (cas qui vise surtout l'article du règlement transcrit ci-dessus) les autopsies ne peuvent être pratiquées dans les hôpitaux militaires qu'après autorisation écrite de la famille. C'est donc en quelque sorte le contraire de la pratique hospitalière civile, où l'autopsie est la règle, et, où seul le refus libre et spontané de la famille peut y mettre opposition. L'autopsie, dans les hôpitaux militaires, est donc l'exception ; cette exception ne peut être modifiée qu'avec l'autorisation écrite et précise de la famille.

§ 2

En temps de guerre :

Nous ne connaissons aucun article, aucun règlement, visant le droit à l'autopsie, en campagne, ni aux armées ni à l'intérieur.

1° aux armées :

Il ne paraît pas douteux que l'autorité militaire, qui a la responsabilité de la défense nationale, ait le droit absolu de prescrire toutes autopsies qui lui paraîtront utiles, dans les conditions jugées nécessaires. L'autorité militaire peut donc prescrire une autopsie, sitôt le décès, sans attendre le délai légal de

24 heures (en agissant de la sorte, elle ne fait qu'user des mêmes droits octroyés au préfet de police en cas d'épidémies). Pendant la guerre de 1914-1918, de nombreuses autopsies ont été faites ainsi, non seulement dans les hôpitaux de la zone des armées, mais même sur le front à l'ambulance divisionnaire. Un service spécial avait même été créé pour les autopsies des gazés, dans le but de faire, d'urgence toutes constatations, et tous prélèvements utiles à des recherches anatomo-pathologiques ou toxicologiques, permettant d'identifier le plus rapidement possible, le gaz de combat employé, de vérifier l'efficacité des moyens de protection ainsi que de les perfectionner dans la mesure du possible.

Les mêmes raisons peuvent s'appliquer aux maladies épidémiques.

Les cadavres ennemis peuvent aussi être autopsiés. C'est ainsi que pendant la guerre nous nous sommes rendu compte de la valeur chimique et toxique de nos gaz de combat.

2° à l'intérieur :

A défaut de règlement, étant donné que l'autorisation des familles est, en général impossible, il semble que l'on doive appliquer le règlement des hospices civils, savoir : autopsies après un délai de 24 heures, sauf opposition de la famille.

Il serait souhaitable que les conditions du droit à l'autopsie militaire soient mieux précisées et que le service de santé adoptât les règles de l'autopsie hos-

pitalière civile. Il serait souhaitable aussi que le règlement du service de santé, et à l'intérieur et en campagne, fût élargi et donne au directeur de service de santé toute liberté d'agir suivant les nécessités souvent impérieuses de l'intérêt général. Il semble enfin qu'il devrait y avoir, dans les hôpitaux militaires, des médecins experts affectés spécialement aux autopsies.

Conclusions

1° L'autopsie n'est pas depuis longtemps en usage. Une répugnance naturelle, le respect des vivants pour les morts, et surtout l'état peu avancé de l'anatomie ont, comme nous l'avons vu dans notre exposé historique, rendu tardive cette application et de la médecine légale et de la science médicale. On ne trouve dans l'antiquité trace d'autopsie que chez les Egyptiens (320 avant notre ère) les autres peuples méditerranéens, que ce fussent les Hébreux, les Grecs ou les Romains ne semblent pas en avoir pratiquées. Leur religion les interdisaient comme sacrilèges et profanes. Le christianisme avec sa maxime « *Ecclesia non sitit sanguinem* » ne fit que renforcer la prévention et le dégoût qu'inspirait alors cette science. Ce n'est qu'en 1250, que Frédéric II ouvrit l'ère des autopsies scientifiques en décrétant qu'il faudrait, pour avoir le droit d'exercer la médecine, avoir étudié au moins un an l'anatomie sur le corps humain. Trois siècles après, en 1532, Charles-Quint créait l'autopsie judiciaire en rendant cette opération obligatoire en cas de crime avéré ou de mort suspecte. Après bien des luttes,

après bon nombre de décrets, d'arrêtés, et d'ordonnances, les autopsies médico-légales se virent, en 1808, donner une forme légale par le Code Napoléon ; quelques années après, en 1842, les autopsies scientifiques furent, à leur tour, définitivement réglées par M. Duchatel alors ministre de l'Intérieur, et par le Conseil Général de l'Assistance publique.

2°. Les autopsies judiciaires sont les autopsies ordonnées par les magistrats. Suivant les cas, les autorités compétentes chargées de les prescrire varient.

Ces autorités compétentes sont :

a) En cas de flagrant délit : le Procureur de la République, ou à son défaut ses officiers de police auxiliaires ;

b) En cas d'information régulière : le juge d'instruction, la Chambre des mises en accusation, la Cour d'assises ou son président ;

c) En cas de crime politique : la Haute Cour de justice ;

d) En cas d'accidents du travail mortels : le juge de paix.

Les autopsies ont lieu, à Paris, à l'Institut médico-légal. Elles sont pratiquées par des médecins experts, choisis dans une liste dressée chaque année par la Cour d'appel. Ces experts doivent prêter serment de donner leur avis en tout honneur et conscience. Les conclusions des experts ne lient pas les juges.

3°) Les autopsies scientifiques pratiquées à l'hôpital sont soumises aux lois suivantes :

a) Elles ne peuvent avoir lieu que 24 heures après le décès ;

b) Elles ne doivent être pratiquées que sur les cadavres des personnes décédées à l'hôpital, et de mort naturelle ;

c) Elles doivent être faites par le chef de service ou par ses élèves dans l'amphithéâtre édifié à cet usage ;

d) Seul le professeur de clinique a le droit de pratiquer toutes les autopsies de ses malades (sauf opposition de la famille) ; les médecins et chirurgiens des hôpitaux, autres que le Professeur de clinique, ne peuvent pratiquer que le tiers des autopsies des malades décédés dans leur service ;

e) Les autopsies ne seront pas pratiquées si la famille y met opposition « formellement » et « spontanément ». On peut toutefois, en cas de maladies intéressant la santé publique, et après en avoir demandé l'autorisation au préfet de la Seine, passer outre et ne pas tenir compte de l'opposition des familles.

f) Il ne peut, sauf autorisation spéciale, être prélevé aucun échantillon d'organes ou de viscères.

4° Les autopsies scientifiques pratiquées à domicile ne sont régies par aucun règlement. On pense que toutefois qu'il y a lieu, si la famille du défunt en désire une, de remplir les mêmes formalités que

celles qui sont exigées pour les prises de moulage, les embaumements et incinérations. Savoir :

a) Une autorisation du préfet de police, ou du maire de la commune ;

b) Un certificat médical certifiant que la mort est due à une cause naturelle ;

c) Un procès-verbal.

Les autopsies scientifiques pratiquées dans les maisons de santé sont soumises au même règlement.

5°) Les autopsies militaires, pratiquées en temps de paix dans les hôpitaux, sont, lorsqu'il s'agit d'une mort naturelle l'exception. Elles ne peuvent avoir lieu qu'après l'autorisation écrite de la famille.

En cas de mort violente, elles sont la règle.

En temps de guerre, l'autorité militaire a le droit absolu de prescrire l'autopsie de tous les cadavres même de ceux des ennemis.

Vu, le Doyen, *Vu, le Président,*
ROGER. BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

Limoges, Imprimerie Commerciale Perrette

